ISSN 0458-5143

ÉDITÉ PAR LUTTE OUVRIÈRE

247 — AVRIL 2025 — 3 €

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Guerre commerciale et économie de guerre

- **Le plan naval américain**
- **Instabilité politique en Allemagne**
- **La Chine en Afrique**
- **Impénétrable Chine (2)**
- ***Les Jacobins noirs***

Dans une usine Nexter (ex-Giat) à Roanne.

Au sommaire de ce numéro

Guerre commerciale, économie de guerre : une aggravation des rivalités impérialistes 1

Le plan naval américain : derrière les gesticulations de Trump, la préparation de la guerre 8

Allemagne : stagnation économique, recul industriel et instabilité politique 13

La Chine dans le nouveau partage de l'Afrique 20

Les voies de la Chine sont impénétrables (2) 28

Les Jacobins noirs, de C.L.R. James 35

La liste des librairies vendant Lutte de classe est disponible sur notre site www.lutte-ouvriere.org

Abonnements pour un an (8 numéros)

Pli ouvert		Pli fermé	
• France, DOM-TOM	18 €	• France, DOM-TOM	40 €
• DOM-TOM, par avion	20 €	• DOM-TOM, par avion	45 €
• Monde	25 €	• Monde (lettre prioritaire)	45 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière — CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087 — BIC PSSTFRPPPAR

Correspondance

Lutte ouvrière *BP 20029 — 93501 PANTIN CEDEX*

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière
http://www.lutte-ouvriere.org
Site multilingue de l'Union communiste internationaliste
http://www.union-communiste.org
E-mail :
contact@union-communiste.org

Qui sommes-nous ?

La revue *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocratiquement planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendiquent a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.

Lutte de classe — c/o Lutte ouvrière — BP 20029 — 93501 PANTIN CEDEX • Édité par Éditions d'Avron, 6, rue Florian, 93500 Pantin. SARL au capital de 7622,45 € — Durée : 50 ans à partir du 1er janvier 2020. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Stephen Goldberg. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Impression : IMS — 93500 Pantin. Commission paritaire des publications n° 1226 D 11453. Tirage : 4 300 exemplaires.

DJ ANTHONY THOMAS-TROPHIME

Les canons Caesar en cours d'assemblage.

Guerre commerciale, économie de guerre : une aggravation des rivalités impérialistes

Les annonces successives de Trump, main tendue à Poutine, menaces de ne plus assurer la défense de l'Europe, volonté d'annexer le Groenland et le Canada, droits de douane exorbitants, jettent une lumière crue sur les relations entre les puissances qui se disputent le contrôle du monde. Ce qui apparaît comme un revirement de la politique américaine dans la guerre en Ukraine montre que les petites nations ne sont que des pions et que les rivalités entre les États-Unis et l'Union européenne sont aussi importantes que celles qui les opposent, l'une et l'autre, à la Russie. Quelle que soit la part de bluff dans les annonces de Trump, celles-ci renforcent *« l'incertitude, l'imprévisibilité et l'irrationalité du monde »* selon l'expression du gouverneur de la Banque de France [1]. La seule certitude est que la bourgeoisie et ses serviteurs politiques vont intensifier, dans tous les pays, l'exploitation des travailleurs et faire payer les classes populaires.

ÉTATS-UNIS-RUSSIE : DES RAPPORTS ENTRE BRIGANDS

Le rapprochement américano-russe et l'ouverture de discussions officielles entre des représentants des deux pays ont pu en surprendre beaucoup. Pourtant, depuis trois ans les discussions en coulisse n'ont jamais cessé, pas plus que les calculs des dirigeants de l'appareil d'État américain sur l'opportunité ou non de faire durer le conflit russo-ukrainien. En février 2024, le directeur de la CIA, William J. Burns, écrivait que cette guerre était *« un investissement relativement modeste avec des retombées géopolitiques importantes pour les États-Unis et des retombées notables pour l'industrie américaine »*. Il avait ajouté *« en attendant qu'une opportunité de négociations sérieuses se présente »*. Aujourd'hui Trump et son équipe, qui ne pourraient agir sans le consentement, sinon l'assentiment, des hautes sphères de l'appareil d'État semblent estimer que le moment serait favorable.

JIM LO SCALZO/KEYSTONE

Zelensky à la Maison-Blanche le 28 février : après le soutien intéressé, l'humiliation.

Les destructions massives, les centaines de milliers de victimes ukrainiennes et russes, ne pèsent pour rien dans cette décision. Sur le champ de bataille, l'armée russe grignote des territoires ukrainiens, au prix de milliers de morts de chaque côté du front. Quant à la population ukrainienne, elle est de plus en plus hostile à cette boucherie dont elle est la première victime et qui a créé un fossé

1 Cité dans *Les Échos*, 17 mars 2025.

AP

Mine d'ilménite (un minerai de fer et de titane), dans la région ukrainienne de Kirovokhrad.

de sang entre deux peuples reliés par des siècles d'histoire commune. Pour les dirigeants américains, cette guerre a maintenant apporté aux États-Unis l'essentiel de ce qu'ils pouvaient en attendre. Outre les « retombées notables » pour leurs marchands d'armes, cette guerre a affaibli la Russie, ce qui était l'un des objectifs, mais aussi, de façon différente, les puissances européennes concurrentes des États-Unis, à commencer par l'Allemagne, privée du gaz russe, et dont l'économie est en récession depuis plusieurs trimestres.

Pour les capitalistes américains, il semble que le moment soit venu de solder les comptes en poussant à la fin des combats pour pouvoir exploiter les ressources minérales, les riches terres agricoles et les infrastructures de l'Ukraine sur lesquelles ils ont déjà mis la main. De son côté, Poutine a fait des offres de collaboration en invitant ceux qu'il appelle de nouveau ses « partenaires américains » à venir exploiter les terres rares en Russie.

En envahissant l'Ukraine, Poutine voulait montrer aux pays de l'OTAN qu'il n'accepterait pas davantage leurs pressions et leur mainmise sur des pays issus de l'éclatement de l'Union soviétique. Il s'est heurté à un État ukrainien sous perfusion de ses protecteurs occidentaux depuis des décennies et de façon intensifiée ces trois dernières années, un État qui a résisté avec un coût humain et économique que les Ukrainiens paieront pendant des décennies. Mais Poutine, lui aussi au prix des sacrifices multiples imposés à sa propre population, a pu maintenir son pouvoir.

La guerre en Ukraine n'est que l'un des nombreux points chauds engendrés sur le globe par la lutte permanente de l'impérialisme pour la suprématie mondiale alors que la crise économique ne cesse de s'aggraver. Face à l'instabilité permanente qui règne dans de nombreuses régions, les dirigeants américains auraient tout avantage à associer la Russie au maintien de l'ordre impérialiste et à lui faire cautionner leurs choix. C'est en particulier le cas au Moyen-Orient où la donne a été modifiée au cours de l'année écoulée sous les coups de l'armée israélienne. Il est également probable que les États-Unis cherchent à dissocier la Russie de la Chine et, en se rapprochant de la première, essayent d'isoler la seconde.

Cette collaboration ouverte pour faire régner l'ordre mondial, celui du capitalisme, n'aurait rien d'une nouveauté. Depuis le pacte Laval-Staline signé en 1935, les dirigeants des puissances impérialistes d'un côté, et de l'autre les bureaucrates à la tête de l'Union soviétique, de Staline à Brejnev, ont su s'entendre pour défendre l'ordre impérialiste. Chacun dans leur zone, parfois en collaboration, ils ont maté les révolutions ou les révoltes populaires, affaibli ou abattu les régimes pas assez soumis à leurs yeux. L'époque a changé, l'Union soviétique a disparu, et Poutine, qui défend les intérêts des bureaucrates et des oligarques russes, peut encore plus facilement que ses prédécesseurs s'entendre avec Trump ou d'autres dirigeants de l'impérialisme.

ARC

Churchill, Roosevelt et Staline à la conférence de Yalta en février 1945.

MERCEDES

Dans une usine de montage Mercedez Benz récemment installée en Alabama.

L'EUROPE DIVISÉE ET DE NOUVEAU MISE À LA PORTION CONGRUE

Le changement de pied américain n'est donc pas *« un renversement d'alliance inédit »* (Le Drian). Si les dirigeants européens s'offusquent, c'est qu'ils ont été traités par Trump avec le mépris qu'eux-mêmes réservent habituellement aux chefs d'État des pays pauvres. S'ils s'indignent aujourd'hui parce que les brigands Trump et Poutine se réconcilient pour se partager les richesses de l'Ukraine, s'ils s'agitent pour rester dans le jeu, s'ils augmentent leurs budgets militaires, c'est parce qu'ils redoutent d'être privés de l'accès aux précieux minerais, aux riches terres agricoles et au marché de la reconstruction d'un pays détruit. Sébastien Lecornu, ministre des Armées français, l'a reconnu le 27 février sur France Info : le gouvernement français négociait depuis des mois avec l'Ukraine pour avoir lui aussi sa part de métaux stratégiques que sont les terres rares.

Il faut l'hypocrisie des dirigeants des pays européens et la servilité de classe des médias pour faire semblant de découvrir que les relations entre ceux-ci et les États-Unis ne sont rien d'autre que des relations entre puissances inégales luttant sans pitié pour accaparer les marchés. Il y a cent ans, analysant les rapports de force politiques et économiques entre l'Amérique et une Europe morcelée et affaiblie à la sortie de la Première Guerre mondiale, Trotsky écrivait : *« Que veut le capital américain ? À quoi tend-il ?* [...] *En un mot, il veut réduire l'Europe capitaliste à la portion congrue, autrement dit lui indiquer combien de tonnes, de litres ou de kilogrammes de telle ou telle matière elle a le droit d'acheter ou de vendre. »* [2] Cent ans plus tard, après une deuxième guerre mondiale, des décennies d'une construction européenne inachevée et inachevable, l'éclatement de l'Union soviétique et la mise en coupe réglée des pays d'Europe de l'Est par les capitalistes de l'Ouest, le déséquilibre des rapports de force entre les États-Unis et l'Europe s'est accru. Les divergences d'intérêts entre les États se sont même aggravées au fur et à mesure que la crise de l'économie exacerbait la concurrence entre les capitalistes.

La faiblesse congénitale des bourgeoisies d'Europe, jamais surmontée, vient de ce qu'elles ont émergé de la féodalité en s'appuyant sur des marchés puis des États concurrents, dans des cadres nationaux devenus très vite trop étroits. Face au puissant impérialisme américain, il n'y a pas un impérialisme européen unique, avec un appareil d'État unique défendant les intérêts fondamentaux d'une seule grande bourgeoisie européenne. Il y a des impérialismes européens concurrents, représentant des capitalistes nationaux, aux intérêts économiques parfois communs mais souvent opposés.

La guerre en Ukraine a renforcé ces antagonismes entre pays européens en même temps qu'elle a dégradé la compétitivité des pays européens par rapport à celle des États-Unis, ne serait-ce qu'à cause du fort renchérissement du prix de l'énergie en Europe. Ainsi, selon la direction générale du Trésor, la production manufacturière a reculé dans plusieurs pays européens depuis 2022, en par-

2 *« Des perspectives de l'évolution mondiale »*, discours prononcé par Léon Trotsky le 28 juillet 1924.

REVUE XXI

Saadé, patron de CGA CGM : pour naviguer sur l'océan des profits, pas de frontières.

ticulier en Allemagne (– 6,7 %) et en Italie (– 5,7 %), du fait de la baisse de la production dans la chimie, la pharmacie et l'automobile [3]. L'ancien président de la Banque centrale européenne, Mario Draghi, l'avait formulé en septembre 2024 dans un rapport sur la compétitivité européenne où il s'alarmait que l'Union européenne soit confrontée à un *« défi existentiel »* face aux États-Unis et menacée d'une *« lente agonie »* faute d'investissements massifs dans des infrastructures, la recherche et des moyens de production renouvelés.

Draghi réclamait *« un choc d'investissement »* de 800 milliards d'euros en Europe et en appelait aux investisseurs privés. Mais les capitalistes, ceux d'Europe comme d'ailleurs, n'ont pas de patrie. Ils investissent leurs capitaux là où ils le décident, c'est-à-dire là où ils espèrent le plus grand profit. Bien avant le retour de Trump à la Maison-Blanche et ses annonces sur des droits de douane à 25, 50 voire 200 %, Biden avait intensifié le protectionnisme des États-Unis, avec des moyens bien plus considérables que les États européens. Son Inflation Reduction Act (IRA) a déversé des milliards de subventions sur les capitalistes qui se sont installés aux États-Unis. Attirés par cette manne et par des prix de l'énergie trois fois plus faibles, des groupes européens, dans la chimie, l'industrie automobile, la fabrication de batteries, ont transféré une partie de leur production de l'autre côté de l'Atlantique. Le 6 mars, au moment même où Macron en appelait au patriotisme pour faire face au lâchage du grand allié américain, Rodolphe Saadé, le patron de CMA CGM, qui doit son développement et sa fortune aux largesses de l'État français, se faisait inviter à la Maison-Blanche pour promettre à Trump 20 milliards de dollars d'investissements aux États-Unis et la création de 10 000 emplois. Et tout le monde se souvient du chantage du multimilliardaire Bernard Arnault, invité à l'investiture de Trump, menaçant de délocaliser ses entreprises si le gouvernement français augmentait leurs impôts. Le seul drapeau des capitalistes est le profit.

Dans la guerre économique mondiale, il n'y a pas une politique européenne mais des États nationaux qui agissent en fonction des intérêts de leurs capitalistes, et d'abord de ceux qui pèsent le plus sur ces États. Ainsi quand l'Union européenne a imposé, le 30 octobre dernier, des taxes supplémentaires (jusqu'à 35 % !) sur les véhicules électriques fabriqués en Chine, l'Allemagne a voté contre pour préserver les intérêts de ses constructeurs qui exportent beaucoup dans ce pays. Lors des dernières discussions sur le traité du Mercosur, la France était contre sa ratification au nom de la protection de « ses » agriculteurs quand l'Allemagne la sou-

VINCI

3 Marion Bachelet et Léocadie Darpas, *« Flash Conjoncture Pays avancés –Une baisse marquée de la production industrielle en Allemagne et en Italie depuis 2023 »*, sur le site de la direction générale du Trésor, 21 janvier 2025.

OUEST-FRANCE

Plusieurs centaines de travailleurs de Cholet (Maine-et-Loire) manifestent le 12 décembre 2024 avec ceux de l'usine Michelin, qui va fermer.

haitait pour aider ses constructeurs à vendre des automobiles au Brésil ou en Argentine. Le 27 mars, Trump a annoncé une nouvelle taxe de 25 % sur tous les véhicules produits à l'étranger et importés aux États-Unis. Elle risque de frapper surtout les constructeurs allemands qui exportent aux États-Unis chaque année 450 000 véhicules haut de gamme, pour un montant de 24 milliards de dollars. On peut parier que le front européen face aux taxes américaines, voulu par Macron et Merz, se réduira au plus petit dénominateur commun entre les capitalistes allemands et français.

En revanche, dans chaque pays, la guerre économique intensifiée par l'administration Trump sert de prétexte pour imposer des gains de productivité à tous les travailleurs et de nouveaux sacrifices aux classes populaires. Cette guerre-là ne tue pas directement, mais elle a déjà supprimé des emplois par centaines de milliers et plonge des villes et des régions dans la désolation par des fermetures d'usines. Les subventions étatiques versées pour mener cette guerre engloutissent des centaines de milliards d'euros qui manquent aux hôpitaux ou aux écoles.

« ÉCONOMIE DE GUERRE », JACKPOT POUR LES MARCHANDS D'ARMES

Cette guerre de classe va s'intensifier avec le passage à « l'économie de guerre » voulue par les dirigeants européens. Cherchant à effrayer en agitant *« la menace russe qui touche tous les pays d'Europe »* et en affirmant que *« la paix ne peut pas être garantie sur notre territoire »*, Macron, qui a retrouvé un peu d'oxygène politique en endossant le costume de chef de guerre, veut doubler le budget militaire français en cinq ans. Dans toute l'Europe, la prétendue menace russe et la brutalité du revirement américain en Ukraine sont utilisées pour justifier l'augmentation des budgets militaires, mettre la population en condition pour lui faire accepter de nouveaux sacrifices et la préparer à faire les frais d'un conflit, de plus en plus présenté comme inévitable.

En Allemagne, avant même d'être investi, Friedrich Merz, le prochain chancelier, a fait modifier la loi constitutionnelle pour lever « le frein à l'endettement » et lui permettre de dépenser des centaines de milliards d'euros pour l'armée. Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, a autorisé les États membres à dépenser jusqu'à 800 milliards d'euros pour « réarmer l'Europe ».

Mais les États européens ne pèseront pas plus dans les discussions autour d'une hypothétique paix en Ukraine qu'ils n'ont pesé dans le prolongement de la guerre. L'envoi en Ukraine d'une « force de réassurance », comme le proposent Macron et Starmer, le Premier ministre de Grande-Bretagne, est conditionné à un accord entre Trump et Poutine sur un cessez-le-feu et à leur double acceptation que les Européens viennent jouer les Casques bleus. Derrière leurs rodomontades, les dirigeants européens savent qui est le maître : traités comme des paillassons par Trump, ils ne cessent de rendre hommage à « notre allié américain » sans lequel ils sont impuissants faute de disposer, par exemple, d'assez de satellites.

Pour prendre en compte le possible retrait de la protection militaire américaine, les dirigeants européens parlent de bâtir une « Europe de la défense »,

réactivant une vieille lune de l'époque de la guerre froide. Mais pas plus aujourd'hui qu'hier, il ne peut y avoir une défense européenne car il n'y a pas d'État européen. Les États peuvent engager des actions militaires communes, se retrouver unis de façon temporaire, mais cette unité disparaît dès que les rapports de force qui ont servi de base à ces accords se modifient. Leurs intérêts et leurs priorités sont rarement les mêmes, des pays comme la Pologne et les États baltes estimant par exemple vital de rester sous la protection américaine.

Les divergences commencent bien avant le champ de bataille, dès les commandes d'armement pour lesquelles chaque État protège les intérêts de ses marchands de mort respectifs. Dassault doit sa fortune au soutien indéfectible de l'État français depuis un siècle, et, pour la période récente, à la capacité des gouvernements français de lui acheter ses avions Rafale ou d'en faire la promotion auprès des dirigeants indiens, égyptiens ou des rois du pétrole du Golfe. Il est significatif que ni la Grande-Bretagne ni l'Allemagne ne possèdent le moindre avion Dassault, de même que l'armée française n'a jamais acheté de chars Leopard construits par la firme allemande Rheinmetall.

Plus significatif encore de leurs relations de subordination envers les États-Unis, 64 % des armes importées par des pays européens membres de l'OTAN depuis le début de la guerre en Ukraine ont été achetés à des industriels américains, Lockheed Martin, Boeing et autres Northrop. Pour faire mine de réduire cette proportion, le plan de la Commission européenne, appelé SAFE, impose que les armes achetées grâce aux emprunts garantis par l'UE, jusqu'à 150 milliards d'euros, comportent au moins 65 % de composants produits en Europe. Il s'agit surtout d'un effet d'annonce car la plupart des commandes d'armement se font sans recourir à ce type d'emprunt.

SNU.GOUV.

Répétition du défilé du 14 Juillet par les jeunes du SNU.

Pour l'heure, le renforcement de la « défense de l'Europe » et l'annonce, déjà faite en 2022, de la mise en place d'une « économie de guerre » sont d'abord un immense plan de relance économique qui profitera à une myriade d'industriels et de financiers. C'est une manne pour les marchands d'armes, qu'ils soient européens ou pas. Le PDG de Thales, qui produit des systèmes de radars et qui a déjà engrangé un record de 2,4 milliards d'euros de profits en 2024, envisage *« une décennie de croissance et peut-être plus »* (*Les Échos* du 4 mars 2025). Depuis ces annonces, les cours des actions de toutes les industries liées à l'armement se sont envolés.

MISE EN CONDITION ET GUERRE DE CLASSE

Cette agitation autour de la prétendue menace russe et de la nécessité qu'elle impliquerait de relancer l'industrie d'armement pour se défendre n'est pas seulement destinée à arroser les marchands d'armes.

Elle sert à imposer des sacrifices à la population et à aggraver l'exploitation des travailleurs. *« Nous ne pourrons plus toucher les dividendes de la paix »* ; *« On va devoir revisiter nos priorités nationales »* ; *« Il faudra des réformes, des choix, du courage »* : le message de Macron, relayé matin, midi, et soir par les dirigeants politiques, les porte-parole patronaux et la meute de journalistes aux ordres est sans ambiguïté : les milliards supplémentaires pour les bombes, les drones ou les Rafale seront pris sur les logements sociaux, les écoles, les hôpitaux… Le passage à l'économie de guerre justifiera de rallonger le temps de travail, de reporter l'âge de départ à la retraite, de supprimer des jours de congé.

Ce climat guerrier sert à préparer la population et la jeunesse à accepter des sacrifices et des privations aujourd'hui, à accepter de souffrir et de mourir dans les tranchées demain. Car la guerre est inscrite dans l'aggravation des contradictions d'une économie capitaliste sénile, dans l'intensification des rivalités entre les capitalistes et les puissances qui défendent leurs intérêts, pour contrôler les matières premières, gagner des marchés, affaiblir ou couler les concurrents. La guerre fait rage au Moyen-Orient. Elle ensanglante des pays africains, à commencer par la République Démocratique du Congo et le Soudan. Qui oserait parier que la rivalité entre les États-Unis et la Chine ne se transformera pas, tôt ou tard, en une guerre

SÉBASTIEN ORTOLA/REA

Dans l'usine Les Forges de Tarbes (Hautes-Pyrénées) qui produit des obus destinés à l'armée ukrainienne, les cadences augmentent malgré les installations vétustes (photo mars 2024).

ouverte ? Et comment évoluera la guerre commerciale entre les États-Unis et l'Europe ? Que se passera-t-il si les États-Unis annexent le Groenland administré par le Danemark ? Il est impossible de prédire quel affrontement peut finir en conflagration militaire générale. Ces guerres impérialistes pour la domination du monde ne seront pas celles des travailleurs. Elles serviront au contraire à défendre et renforcer les intérêts de ceux qui les exploitent.

Avant même qu'il n'y ait la guerre, tous les partis qui se disputent le droit de servir les intérêts de la bourgeoisie réalisent l'union nationale. Même ceux qui tiennent à se distinguer de Macron se mettent au garde-à-vous devant les chefs de l'armée. LFI s'est réjouie du non-alignement derrière les États-Unis ; le PCF réclame une industrie militaire et une armée purement françaises ; tandis que les écologistes et les socialistes invoquent la défense « des valeurs humanistes et démocratiques européennes » pour coiffer le casque lourd. Quant aux dirigeants du RN, s'ils réclament la paix en Ukraine et refusent une défense européenne, ils applaudissent à l'augmentation du budget militaire pour « renforcer la souveraineté nationale ». De leur côté, les directions des syndicats se sont, elles aussi, ralliées à la nécessité d'une économie de guerre. Pour Marylise Léon de la CFDT, *« le contexte international est préoccupant. On n'est pas entré en guerre, mais c'est un appel à la responsabilité »*. Quant à Sophie Binet, de la CGT, elle ne rate pas une occasion de défendre la souveraineté nationale : *« On ne peut pas nous parler matin, midi et soir d'économie de guerre et laisser mourir notre industrie. »*

Tous ceux, dirigeants syndicaux ou chefs de parti, qui n'ont que la « souveraineté nationale » à la bouche masquent le fait que dans cette nation, il y a des exploiteurs et des exploités, des capitalistes dont le patriotisme consiste à mettre les moyens de l'État à leur disposition pour augmenter leurs profits et des travailleurs qui produisent tout et font marcher toute la société. Par deux fois au 20e siècle, les seconds ont été envoyés mourir sur les champs de bataille pour garantir les profits des premiers, lors des guerres mondiales. Les capitalistes et leurs serviteurs politiques n'auront aucun scrupule à recommencer et ils s'y préparent activement.

S'opposer à l'avenir sanglant que le capitalisme nous prépare commence par refuser l'embrigadement derrière nos dirigeants et le drapeau national, par dénoncer le fait que les écoles et les hôpitaux soient sacrifiés pour financer des bombes ou des canons, par exiger la réquisition des profits des marchands d'armes. Mais il n'y aura pas de paix tant que les travailleurs n'auront pas renversé la dictature des capitalistes.

31 mars 2025

Le plan naval américain : derrière les gesticulations de Trump, la préparation de la guerre

Les discours, les promesses et les menaces de Donald Trump quant à l'industrie maritime, aux armateurs et aux chantiers navals ne détonnent pas du reste de ses déclarations.

Le président américain promet, en vrac et dans le désordre, de reprendre le canal de Panama, d'intégrer le Canada dans l'Union et de s'emparer du Groenland de façon à contrôler la route du Nord autour du pôle, de faire construire à tout va de grands et splendides navires par les chantiers américains, de recruter des équipages américains, de taxer à chaque escale aux États-Unis tous les cargos construits en Chine, venant de Chine, transportant des marchandises chinoises ou en rapport quelconque avec des entreprises chinoises. Trump avance le chiffre faramineux d'un million de dollars de taxe à chaque escale.

Les réponses des intéressés ont été aussi différenciées que les propositions. Les propriétaires des chantiers navals américains ont évidemment déclaré qu'ils étaient prêts, pour peu qu'on les inonde de subventions, à construire tous les bateaux que le président voudrait et ont parlé de *« moment historique »* (cité par *Le Marin* du 10 mars). L'armateur français Saadé, propriétaire et dirigeant de CMA CGM, troisième groupe mondial du transport par conteneurs, a été reçu à la Maison Blanche. Il y a annoncé, devant les caméras et sous l'œil de Trump, 20 milliards de dollars d'investissements dans les ports américains et il promet d'étudier, mais d'étudier seulement, la possibilité de faire construire des bateaux aux États-Unis. Le premier armateur de porte-conteneurs, MSC, allié au fonds américain BlackRock, veut racheter, pour 20 milliards de dollars également, les 43 implantations portuaires du groupe hongkongais Hutchison, dont celles du canal de Panama.

Toutefois, l'ensemble des armateurs du monde, dont MSC et CMA CGM, a protesté officiellement le 24 mars contre le projet de taxes à l'entrée des ports américains. Ils avaient été précédés par nombre de groupes américains des transports, de l'industrie et de la distribution. Le gouvernement chinois s'était, dès le premier jour, élevé contre les éventuelles taxes à l'arrivée aux États-Unis, mesures qui visent directement son économie et ses entreprises.

RUE DES ARCHIVES

Le canal de Panama en 1914, l'année de son ouverture à la navigation. Il appartenait alors aux États-Unis.

DE LA PREMIÈRE À LA 21e PLACE

Les déclarations fracassantes de Trump font suite, sous une forme certes toute personnelle, à une campagne de responsables politiques américains sur le réarmement maritime. Le dernier acte, avant les interventions de Trump, en a été, en décembre 2024, le vote d'une loi portée conjointement par des sénateurs démocrates et républicains, pour aider les chantiers navals. Il s'agirait de relancer la construction navale américaine et de la porter à terme au niveau des chantiers chinois. Cette loi prévoit un dégrèvement d'impôts de 25 % pour tout investissement en ce sens, l'obligation pour le gouvernement de recourir aux armements maritimes américains et des incitations financières en direction des industriels et des agro-industriels américains pour qu'ils fassent de même. Trump a traduit cela quelques mois plus tard en *« Je vais ressusciter la construction navale américaine »* (déclaration devant le Congrès le 4 mars).

La construction de navires de commerce aux États-Unis a en effet régressé, de la première place mondiale en 1950 à la 21e aujourd'hui. Alors que les chantiers chinois fabriquent la moitié du tonnage mondial, les États-Unis n'en produisent que 0,5 %. En 2024, les chantiers chinois ont même capté 71 % des commandes de navires neufs ! Si la valeur totale de la flotte de commerce américaine la place encore au quatrième rang mondial, c'est parce qu'elle inclut, pour plus de la moitié du total, le prix de la flotte d'énormes navires de croisière, véritables et luxueuses villes flottantes. Cela revient à inclure Disneyland dans l'appareil industriel…

Il faut remonter dans le temps pour comprendre pourquoi la première puissance économique, financière et militaire n'est plus en 2025, et de très loin, à la tête de la première flotte de commerce, et le problème délicat que cela lui pose. Au sortir de la Première Guerre mondiale, les États-Unis étaient devenus l'impérialisme dominant, dans le secteur de la marine marchande comme dans tous les autres. Ils avaient même trop de cargos, car la guerre s'était arrêtée trop tôt, alors que les commandes faites aux chantiers navals en vue du pont maritime vers le front n'étaient pas toutes livrées. Les chantiers livrèrent des cargos commandés par l'armée jusqu'en 1923. Ils avaient acquis à ce moment la capacité de sortir des navires à la chaîne, comme des petits pains, mais saturèrent le marché. Le gouvernement fit alors adopter une loi maritime, le Jones Act, calquée en fait sur les lois de monopole des vieilles puissances coloniales. La France, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas offraient l'exclusivité du trafic maritime entre la métropole et ses colonies à leurs compagnies maritimes, leur garantissant une confortable marge et les débarrassant de toute concurrence.

LE JONES ACT : PROTECTIONNISME MARITIME

Le Jones Act de 1920 stipule que le trafic maritime de cabotage entre les différents ports des États-Unis et leurs possessions outre-mer est réservé à des compagnies américaines, utilisant des navires construits

APM TERMINALS

Un terminal de porte-conteneurs à Los Angeles.

par des chantiers navals américains, manœuvrés par des équipages au moins aux trois quarts américains. L'immensité du pays, ses énormes ressources en matières premières, son tissu industriel, sa production agricole mécanisée et massive, l'ouverture en 1914 du canal de Panama, propriété américaine, tout concourait à faire de ce monopole maritime une affaire magnifique. Elle le fut en effet et elle l'est restée jusqu'à nos jours, car le Jones Act est toujours en vigueur. Le secteur maritime américain représente 500 000 emplois et 100 milliards de dollars de chiffre d'affaires (données du ministère de la Marine français). Les petites choses se logeant dans les grandes, il n'est pas inutile de préciser que Wesley Jones, le promoteur de cette loi, était sénateur de l'État de Washington, et donc de Seattle. Sa loi offrit aux armateurs de ce port l'exclusivité du commerce avec l'Alaska.

Le Jones Act stipule de plus que la marine marchande sous pavillon américain peut et doit s'intégrer très vite, navires et équipages, à la marine de guerre en cas de besoin, et demeure en toutes circonstances à la disposition de l'État. Les marins et officiers de la marine marchande constituent ainsi le vivier naturel de la marine de guerre. C'est, là encore, une disposition calquée sur celles des vieilles puissances, en particulier sur les lois maritimes de Colbert.

Les chantiers navals américains firent une nouvelle fois la preuve de leurs capacités pendant la Deuxième Guerre mondiale en fabriquant des navires, les fameux Liberty ships (« navires de la liberté »), à la chaîne, plus vite que ne pouvaient les couler les sous-marins allemands et les avions japonais. Au sortir de cette guerre, la domination de l'impérialisme américain était écrasante. Ainsi, jusqu'aux années 1970, les navires, les compagnies et les équipages américains étaient prépondérants sur toutes les mers du globe. Mais, à partir de 1981, arrivèrent les lois Reagan de dérégulation, dans le maritime comme dans le reste de l'économie, la possibilité de plus en plus large d'avoir recours aux pavillons de complaisance, en même temps que l'explosion du trafic maritime due à la mise sur le marché mondial du prolétariat chinois par Pékin et la percée progressive des chantiers navals au Japon, en Corée du Sud et, finalement, en Chine.

Alors que, à l'abri du Jones Act, les chantiers américains continuaient à produire peu, cher et lentement pour le marché intérieur, les armateurs océaniques faisaient construire en Asie de plus en plus de navires, de plus en plus grands, pour un trafic toujours plus intense. Bien qu'ayant inventé et imposé le conteneur, les armateurs américains trouvèrent le secteur trop peu rentable et laissèrent se constituer des mastodontes, dont les trois premiers sont européens, et qui ont racheté leurs concurrents américains. Il est exact que le secteur a rapporté moins que d'autres des années durant et que CMA CGM, par exemple, n'a survécu que grâce à ses excellentes relations avec l'État français. Mais, ayant acquis le monopole du transport de conteneurs dans une économie intégrée à l'échelle de la planète, MSC, Maersk et CMA CGM furent à même, à l'occasion des à-coups de la crise du Covid, de rançonner jusqu'aux capitalistes américains. Cela valut au monde étonné un discours du président Biden s'insurgeant contre les monopoles et les positions dominantes qui permettent de détrousser le public.

La prépondérance des chantiers navals asiatiques et des compagnies européennes de porte-conteneurs ne signifie évidemment pas que le capital américain a disparu de la surface des mers, par où passe 90 % du commerce mondial. D'abord, toutes les compagnies américaines de taille mondiale, les pétroliers Exxon et Chevron, les agro-industriels Bunge, Cargill ou Chiquita, les compagnies minières, etc., ont leur flotte pour transporter leurs produits. Mais leurs navires sont le plus souvent affrétés, c'est-à-dire loués, sous pavillon de complaisance, manœuvrés par des équipages internationaux et évidemment non soumis au Jones Act. De même, des capitaux américains sont présents dans bien des compagnies non américaines, à commencer par celles des fameux armateurs grecs, dont les actions sont cotées à Wall Street et qui vivent aux États-Unis, au plus près des bureaux de leur compagnie de droit grec, libérien ou panaméen. Autre exemple, dans la galaxie des avoirs du trust J.P. Morgan, une des dynasties capitalistes américaines les plus anciennes et les plus puissantes, on trouve 140 navires de commerce dont, en 2024, deux méthaniers tout neufs immatriculés au RIF (registre international français), le pavillon français de complaisance favori de CMA CGM. Ces flottes et ces équipages échappent complètement à l'État américain, puisque non soumis au Jones Act.

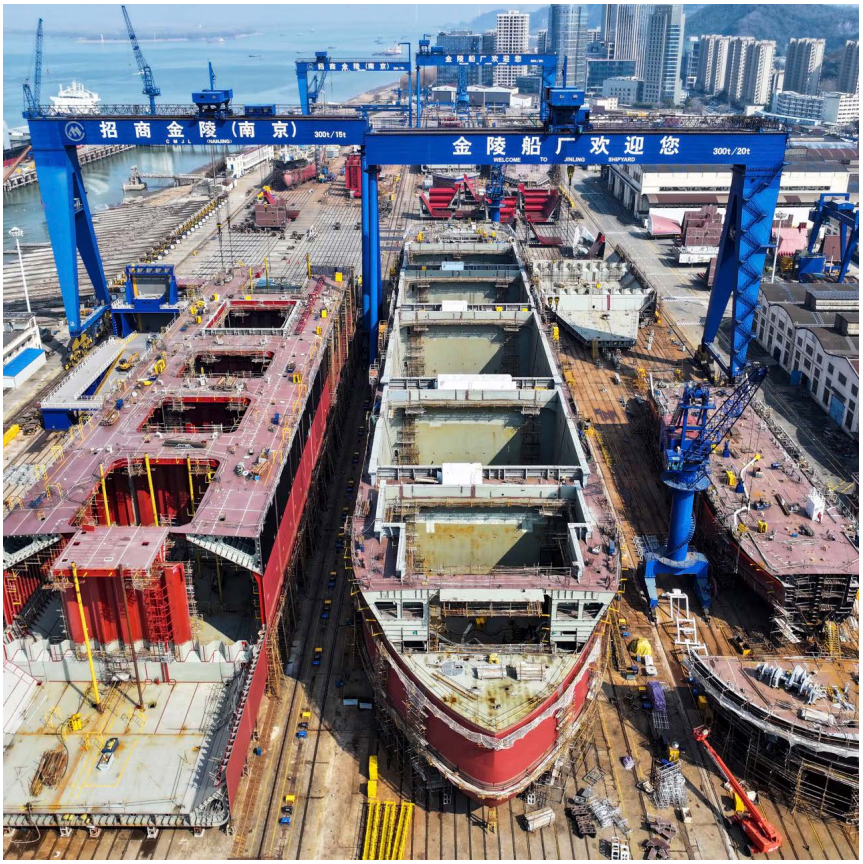
UN OUTIL INDUSTRIEL INSUFFISANT ?

En période normale, à part le désagrément de s'être laissé doubler dans le trafic des conteneurs – mais l'alliance MSC-BlackRock est peut-être en train de résoudre le problème – la situation n'a pas de quoi inquiéter le capital et l'État américains, ni de quoi menacer leur emprise sur la planète. Mais, dans l'optique d'une confrontation militaire avec la Chine, c'est une tout autre affaire.

Certes, la flotte de guerre américaine est, de très loin, la plus puissante du monde, par

le nombre, la puissance de feu, la technologie et même par le fait qu'elle est la seule à faire la guerre en continu depuis des dizaines d'années. Les peuples d'Irak, d'Afghanistan, de Libye et tant d'autres ont payé cher pour le savoir. Pour ne parler que des grands porte-avions, les États-Unis en possèdent onze, en quasi-permanence à la mer et équipés de l'armement le plus moderne ; la Chine en aligne trois, dont un acheté d'occasion à la Russie, et un encore en période d'essai. Pourtant, disent les sénateurs, qui ont fait passer la loi de décembre 2024, et nombre d'analystes américains, cette avance se réduit très vite devant la progression de la marine chinoise. Il n'y aurait ni assez de chantiers navals pour former des ouvriers qualifiés en nombre suffisant, ni assez de bateaux embauchant des matelots américains pour constituer un vivier suffisant pour la flotte de guerre, même en temps de paix. Les accidents survenus ces dernières années sur des bâtiments de l'US Navy seraient dus à la fatigue chronique d'équipages en sous-effectif permanent. Les réparations traîneraient en longueur faute de personnel. Il est avéré que certains bateaux de l'US Navy sont réparés et entretenus sur des chantiers coréens et japonais. La position de rentier induite par le Jones Act aurait fait reculer l'industrie navale dans son ensemble, et les analystes déplorent que la construction d'un porte-avions, qui prenait un an en 1942, en demande dix aujourd'hui.

En cas de conflit ouvert avec la Chine, la marine américaine, certainement supérieure au début du conflit, serait incapable de remplacer les navires détruits et les équipages sacrifiés, alors même que la puissance industrielle chinoise produirait de plus en plus de navires et que ses équipages se qualifieraient. Le très pondéré bimestriel du département d'État *Foreign Affairs* (« affaires étrangères ») développe cette analyse dans un article de mars 2025 intitulé « Est-ce que l'Amérique fait face à un fossé naval avec la Chine ? » en remontant jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale. En 1941, une flotte japonaise expérimentée et moderne avait bombardé la flotte américaine à Pearl Harbor. Mais celle-ci, appuyée sur une puissance industrielle supérieure, avait fini par l'emporter. Alors que l'industrie japonaise peinait à seulement remplacer les navires coulés, les chantiers navals américains lançaient en trois ans 2 710 Liberty ships et, entre autres, 28 porte-avions. Et *Foreign Affairs* de conclure que l'état présent des chantiers navals et de la marine marchande américains placerait le pays en situation de faiblesse devant la puissance industrielle chinoise, quelle que soit la supériorité immédiate de l'US Navy.



CFOTO DDP ZUMA PRESS

Un chantier naval à Nanjing, en Chine.

FACE À LA CHINE

La loi de décembre 2024, les discours de Trump et les campagnes médiatiques et politiques sur le réarmement maritime prennent alors tout leur sens, le président exprimant de façon outrancière et provocatrice ce que les autres politiciens expriment de façon rationnelle (à condition de penser que la préparation de la guerre est une activité rationnelle). Les délires sur les taxes à un million de dollars l'escale ne semblent être, comme le reste des discours de Trump sur les taxes douanières contre le Canada, le Mexique, l'Europe et le reste du monde, que des épisodes d'une négociation en cours. Il en ressort une seule politique, même si elle est énoncée différemment : les États-Unis doivent se préparer dès aujourd'hui à solder par les armes leur rivalité commerciale avec la Chine, en étant capables d'aligner le plus vite le plus grand nombre de porte-avions, destroyers, sous-marins, matelots pour les utiliser, et les ouvriers pour les construire, les

US NAVY

Le porte-avions USS *Gerald R. Ford*.

ravitailler, les armer et les réparer. Ils doivent pour cela mettre les fonds nécessaires, par centaines de milliards de dollars, pour recréer l'outil industriel et humain capable de faire face. Les capitalistes américains ayant laissé en un demi-siècle détruire cet outil dans leur recherche de la rentabilité immédiate, l'État va seul faire les frais de sa reconstruction. On ne parle en effet seulement aujourd'hui que de faire payer la population américaine, par ses impôts, par son travail, par les économies faites sur les services publics, par l'augmentation des prix induite par les taxes sur les importations et la relocalisation de certaines fabrications. Il n'est nullement question de prendre sur les profits ni même de contraindre les capitalistes à quoi que ce soit.

Bien entendu, le premier effet de cette campagne mobilisant une bonne partie de la classe politique et médiatique américaine est la promesse d'un flot de subventions vers les chantiers navals et l'ensemble du secteur. Il y a aussi la volonté de pousser les grandes compagnies maritimes à entrer dans le jeu américain, comme on l'a vu avec MSC et CMA CGM, voire à les contraindre à abandonner une partie de leurs surprofits au bénéfice du capital étatsunien, quoique cela ne réglerait en rien la question de fond. Mais il faut aussi constater que l'État américain, et pas seulement Trump et quelques excités, envisage, prévoit et prépare un conflit avec la Chine, perspective qu'il juge inévitable pour maintenir sa position dominante. Pour l'impérialisme américain, il ne s'agit pas d'un choix parmi d'autres : c'est, ou plutôt cela peut devenir rapidement une question vitale.

Cette constatation met à leur juste place, insignifiante, les proclamations pacifistes de tout ordre, le battage médiatique européen sur « l'ogre russe », les prétentions nationales, les illusions réformistes de bonne ou de mauvaise foi. Elle montre que seule la lutte pour le renversement révolutionnaire du capitalisme est réaliste.

27 mars 2025

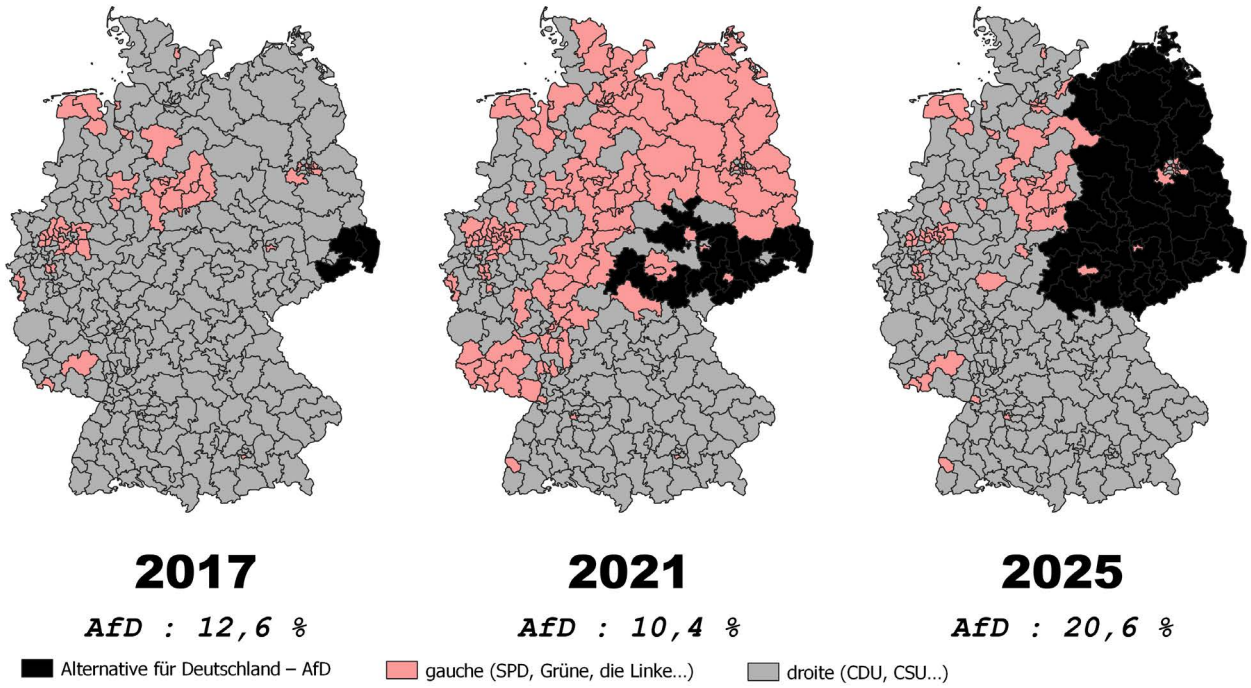
Allemagne : stagnation économique, recul industriel et instabilité politique

Mise en place à la suite des élections législatives de septembre 2021, en principe pour quatre ans, la coalition gouvernementale entre sociaux-démocrates, écologistes et libéraux (SPD-Verts-FDP), qui déjà avait été laborieusement négociée, n'a pas pu aller au bout de son mandat, explosant après trois ans en novembre 2024. Le pays a donc connu des législatives anticipées le 23 février 2025. Comme leur résultat, ces élections même sont une expression de l'instabilité qui y domine maintenant. Auparavant en effet, le pays n'avait connu que trois chanceliers sur quatre décennies, H. Kohl (1982-1998), G. Schröder (1998-2005) puis A. Merkel (2005-2021).

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE 2025 : UN PAYSAGE POLITIQUE BOULEVERSÉ

Le bloc conservateur CDU-CSU totalise 28,6 % des voix et arrive en tête. Mais la victoire est en demi-teinte pour son chef de file, Friedrich Merz, qui ambitionnait depuis si longtemps de devenir chancelier, car c'est le deuxième plus mauvais résultat de l'histoire des conservateurs. Merz fut homme d'affaires et, entre 2016 et 2020, président du conseil de surveillance de la branche allemande du fonds d'investissement BlackRock. Ouvertement propatronal, multimillionnaire et se déplaçant en jet privé, il se positionne très à droite sur les questions écono-

LDC



Montée du vote pour l'AfD aux élections législatives. Appartenance politique du candidat arrivé en tête au premier vote (local) dans chaque circonscription.

miques, sociales et sociétales. Pas encore chancelier, il est déjà impopulaire.

L'AfD (extrême droite) recueille un score en très nette hausse. Sur fond de dégradation de la situation sociale et de mécontentement contre le gouvernement sortant, elle recueille 20,8 % des voix, contre 10,4 % à l'automne 2021. En trois ans seulement, elle double donc son score, et l'élection ayant fortement mobilisé (82,5 % de participation électorale), l'AfD fait même plus que doubler le nombre de ses électeurs. Alors qu'elle n'en finit pas de radicaliser son discours, de multiplier les propos xénophobes, ne reculant même plus devant les clins d'œil au nazisme, elle arrive en deuxième position à l'échelle nationale. C'est la première fois depuis 1949 (naissance de la RFA) pour un parti classé à l'extrême droite, et donc c'était impensable il y a encore quelques années. Le « travail de mémoire », la forte présence du génocide des Juifs et des crimes nazis, dans l'éducation, la vie publique, la muséographie…, a longtemps laissé penser que la population était comme « immunisée » contre l'extrême droite ; et de fait, l'horreur suscitée par ces crimes restait très présente dans la société. En réalité, à défaut d'explication profonde du nazisme, certains ont fini par ressentir cela comme de la morale ; l'extrême droite a même pu s'appuyer sur un sentiment de ras-le-bol face à une forme de rabâchage pour revendiquer le droit, « comme les autres, à une fierté nationale ».

Autre première, l'extrême droite au pouvoir aux États-Unis, E. Musk, J.D. Vance… a appelé à voter pour l'AfD en Allemagne, participant même (en virtuel) à des meetings de sa tête de liste, Alice Weidel. Comme disait un cabarettiste à succès : l'AfD, ce sont des riches qui disent aux pauvres que tout est la faute des immigrés.

ROBERT PFEIL/DPA

À Cologne, à propos de l'accord antimigrants au Bundestag, jeu de mots signifiant à peu près : « Aïe ! Merz passe les bornes ».

Dans le détail, les résultats de l'AfD montrent une Allemagne toujours divisée par son ancienne frontière entre Est et Ouest : dans l'ancienne Allemagne de l'Est (ex-RDA), l'extrême droite totalise plus de 35 %. Elle y est arrivée en tête dans la quasi-totalité des circonscriptions, à l'exception de Berlin, de Weimar et de quelques villes. Parfois, ses scores dépassent 45 %. Lors du précédent scrutin, en septembre 2021, c'était encore les sociaux-démocrates qui y avaient remporté la majorité des sièges. Cela étant, si le score électoral de l'extrême droite est plus élevé à l'Est, où elle partait de plus haut, l'augmentation est tout aussi réelle dans l'autre partie de l'Allemagne, donc à l'Ouest (ex-RFA), en particulier dans les régions marquées par l'augmentation du chômage et de la pauvreté. C'est dire que son influence se généralise. Parmi les raisons de ses succès si rapides, la rage contre la politique des sociaux-démocrates et des Verts au gouvernement, rendus responsables de la forte dégradation économique depuis trois ans et le début de la guerre en Ukraine.

Le parti de l'ancien chancelier Olaf Scholz (SPD), comme ses deux partenaires dans la coalition gouvernementale, s'effondre. Le SPD recueille ainsi 16,4 % des voix, contre 25,7 % trois ans plus tôt. C'est son score le plus bas de toute l'histoire de la RFA.

Le score cumulé des deux grands partis gouvernementaux d'après-guerre, SPD et CDU-CSU, est le plus bas de l'histoire de la République fédérale : il passe pour la première fois sous 50 %. Et cela ne va probablement pas s'arranger, car les jeunes sont encore moins nombreux que les autres à avoir voté pour les partis « établis ». Ceux-ci vont probablement gouverner ensemble, mais cette faiblesse complique leur tâche. Ces résultats, marqués par l'émiettement de l'électorat et une forte montée de l'AfD, approfondissent l'instabilité politique. Ils n'ont cependant pas tant surpris ni choqué, tant ils étaient conformes aux sondages.

DANIEL KUBIRSKI/IMAGO IMAGES

À Stuttgart, après l'alliance de la droite et de l'extrême droite au Bundestag sur la question migratoire, en janvier 2025. Sur l'une des pancartes : *« Merz, ne fais pas ton Hindenburg ! »*, allusion à l'arrivée au pouvoir des nazis en 1933.

UNE PEUR DE L'EXTRÊME DROITE TOUJOURS VIVE EN ALLEMAGNE

Le choc, ou même l'électrochoc, avait eu lieu quelques semaines plus tôt. Le 29 janvier, le chef de file et candidat de la CDU, Friedrich Merz, s'est appuyé sur les députés de l'AfD pour faire adopter une motion s'attaquant aux étrangers sans papiers ou en situation irrégulière : la motion exigeait le renvoi (illégal) de ces étrangers, demandeurs d'asile compris, à la frontière, et visait à faciliter leur placement dans des centres de rétention et leur renvoi. La motion fut adoptée avec les voix de la CDU-CSU, de l'AfD et du FDP (libéraux). Dans une campagne électorale pendant laquelle pratiquement tous les partis ont glissé vers des positions antimigrants, Merz pensait faire un coup, une démonstration de force.

Il a brisé là un tel tabou que ce vote a provoqué des réactions indignées, un tollé au Parlement et surtout d'immenses manifestations dans tout le pays, des centaines de milliers de personnes défilant contre le danger d'extrême droite et contre cette politique de l'apprenti sorcier Merz. Cela a réveillé chez beaucoup une grave inquiétude et le souvenir du début des années 1930, lorsque des gouvernements toujours plus droitiers ont fait la courte échelle aux nazis. Même Angela Merkel est sortie de sa réserve pour le critiquer.

Résultat, lors d'un deuxième vote, le 31 janvier, cette fois pour ou contre un projet de loi de la CDU visant à restreindre l'immigration et à durcir les conditions du regroupement familial, les députés de l'AfD ont bien suivi le futur chancelier Merz, mais douze députés de son propre parti, la CDU, ont refusé de voter pour sa loi, ce qui est une première depuis 1945. Finalement, la loi de Merz a été rejetée au Bundestag (le Parlement), Merz lui-même a été la cible de vives critiques, dont certaines venues de son camp. Son pari était raté. Le projet de loi a pourtant recueilli les voix de l'AfD, de la CDU-CSU, du FDP et cette fois également de BSW, la gauche dite antimigrants. Il a obtenu 338 votes pour et 349 contre : c'est dire que le résultat était serré, et si Merz ne l'a pas emporté sur cette loi inique, c'est parce que des députés des trois partis CDU, FDP et BSW ont refusé la discipline de vote de leur parti, refusé d'approuver cette loi, et surtout d'apparaître comme alliés de l'AfD. Depuis lors, Merz répète qu'il exclut toute alliance avec l'AfD, mais, depuis cet épisode plus encore qu'auparavant, bien naïf qui voudrait y croire.

Après l'élection, en Trump aux petits pieds, Merz s'est vengé des manifestants : il a lancé une procédure judiciaire pour que les associations ayant appelé aux manifestations contre l'extrême droite et contre lui-même – *Omas gegen Rechts* (les mamies contre l'extrême droite), Foodwatch, ligues de protection des animaux ou réseaux de journalistes critiques – subissent des baisses drastiques de subventions, voire n'en reçoivent plus du tout. Le prétexte est qu'elles seraient en réalité au service des sociaux-démocrates, et relèveraient donc du financement des partis.

Dans les grandes manifestations du mois de février contre l'extrême droite et contre Merz, auxquelles divers partis, SPD et

DPA MICHAEL KAPPELER

Merz, qui possède lui-même un jet privé, ici dans le cockpit d'un avion de chasse Eurofighter, en 2024.

Verts en particulier, ne se sont pas sentis gênés de participer, le parti de la gauche dite radicale, Die Linke, est apparu comme le seul à incarner de manière sincère et crédible ces manifestations. En effet, dans ses thèmes de campagne (précédant le 31 janvier), ce parti était le seul à refuser explicitement de se laisser entraîner sur le terrain antimigrants de l'AfD. Parmi les « grands » partis, seul Die Linke dénonçait ceux qui rendent les migrants, réfugiés et demandeurs d'asile, responsables des problèmes que traverse l'Allemagne. Bien entendu, ce parti au pouvoir dans des exécutifs régionaux n'a pas mené une politique bien différente des autres. Mais, dans sa campagne, Die Linke avait au moins choisi de dire non à la politique d'austérité des grands partis, non aux livraisons d'armes, à l'armement massif, à la guerre comme seule perspective, et clairement non à la chasse aux migrants, non au fait de faire des immigrés des boucs émissaires.

Or son score a fortement progressé, passant de moins de 5 % à 8,8 % des voix, soit 4,4 millions d'électeurs. Faisant suite aux manifestations, le message du vote pour Die Linke était assez clair. Die Linke réalise son meilleur score dans la capitale, Berlin, et y devient, pour la première fois, le premier parti, avec 19,9 % des voix (11,5 % en 2021). Die Linke devient aussi le premier parti parmi les jeunes, qui lui accordent un quart de leurs suffrages. Le succès n'est pas électoral seulement, puisqu'il aurait connu plus de vingt mille adhésions. Reste la question de savoir pour quelle perspective, et pour combien de temps.

En revanche, le Bündnis Sahra Wagenknecht (BSW, Alliance S. Wagenknecht), parti issu d'une scission, en 2024, de Die Linke, présenté dans la presse comme un « phénomène » depuis sa réussite aux élections européennes, ne totalise que 4,97 % des voix, et rate d'un cheveu (de 0,03 %) l'entrée au Parlement. Or il s'est créé justement sur la conviction que Die Linke était condamnée à la dégringolade parce qu'elle ne s'en prenait pas à l'immigration, et beaucoup de commentateurs voyaient Die Linke comme moribond pour cette raison : son « déni des réalités ».

Cette fois, c'est au contraire le BSW qui semble payer son positionnement, ses campagnes odieuses contre les migrants, d'où son surnom de parti de gauche antimigrants. Cela étant, le BSW n'est pas que cela, Sahra Wagenknecht, s'appuyant sur un sentiment répandu notamment à l'Est, cherche aussi à marquer des points par un discours pacifiste, contre la guerre à la Russie, et a pris position en paroles contre le soutien aux massacres perpétrés par Israël, ce qui est nettement à contre-courant des autres partis. Cela étant, elle s'en remet à la diplomatie : c'est dire qu'elle ne s'en prend pas aux racines des problèmes.

Et bien sûr, le BSW ne remet pas en cause la politique impérialiste de l'Allemagne, il conteste seulement le choix de ses partenaires, voulant se rapprocher de la Russie pour le bien de l'économie, donc du patronat allemand. Ainsi, et sur

KONTEXT/DER SPIEGEL

En 2022, le magazine *Der Spiegel* parlait des écologistes comme des «Verts olive», ou Verts kaki, en référence à leur bellicisme.

REUTERS

À Dresde, en septembre 2024, un pont s'est effondré dans l'Elbe.

le fond c'est vrai aussi de Die Linke, les deux partis dits de gauche restent nationalistes, au sens où leur problème et leur manière de raisonner restent que « l'Allemagne » s'en sorte, que « l'économie allemande » soit renforcée, sans demander qui cela recouvre, donc au détriment de tout raisonnement en termes de classes sociales.

VERS UNE NOUVELLE GRANDE COALITION CDU-SPD : D'ACCORD POUR UNE AUGMENTATION MASSIVE DU BUDGET MILITAIRE

Déjà avant les élections et encore plus depuis, Merz agit comme s'il était chancelier, alors même que le nouveau Parlement, qui doit l'élire, n'était pas encore en place. Si les négociations entre CDU-CSU et SPD, dirigées par le premier, vont bon train, cette alliance ne possède qu'une majorité parlementaire relative.

Merz prévoit de nouvelles dépenses massives pour l'armement et l'armée, chiffrées à plusieurs centaines de milliards d'euros. Pour les financer, il veut augmenter la dette publique. Or jusqu'à aujourd'hui, l'Allemagne était nettement moins endettée que ses voisins, notamment la France. Les montants en jeu sont si colossaux qu'un amendement à la Constitution a été nécessaire pour assouplir la règle, jusqu'ici considérée comme intangible, du « frein à la dette ».

Un tel amendement exigeant une majorité des deux tiers au Bundestag, la CDU-CSU a bénéficié du soutien des Verts, venus prêter mainforte aux conservateurs et aux sociaux-démocrates pour faire passer l'assouplissement des règles d'endettement. La validation du plan a eu lieu le 18 mars.

Deux singularités frappent dans cette démarche. D'une part, Merz a fait voter cet amendement non pas par le Bundestag nouvellement élu, mais par l'Assemblée sortante. Et pour cause : dans la nouvelle configuration parlementaire, il n'aurait pas facilement obtenu la majorité des deux tiers requise. Profiter ainsi des dernières semaines du Parlement sortant a suscité de vives critiques, certains dénonçant un tour de passe-passe politique.

D'autre part et surtout, l'assouplissement du frein à l'endettement ne concerne que les dépenses militaires et sécuritaires : tous les autres secteurs restent soumis aux restrictions budgétaires, ou vont l'être encore davantage.

Durant la campagne électorale, la CDU-CSU affirmait encore : *« Nous conservons le frein à l'endettement prévu par la Loi fondamentale. Les dettes d'aujourd'hui sont les augmentations d'impôts de demain. »* Une semaine après, Merz déclarait pourtant vouloir un réarmement *« quoi qu'il en coûte »*. Les dépenses militaires servent aussi de prétexte à une austérité massivement aggravée, avec des coupes drastiques dans les allocations chômage et l'ensemble des services publics.

Les grandes entreprises du secteur, les géants de l'acier et

IG METALL

Travailleurs de Volkswagen mobilisés par le syndicat IG Metall en décembre 2024, *« prêts à faire grève »* selon la banderole.

de l'armement, se frottent les mains : grâce aux commandes d'État, leurs profits explosent. L'action du groupe Rheinmetall, par exemple, a bondi de 250 % en seulement deux semaines. Et ce, après une hausse de 600 % déjà enregistrée depuis le début de la guerre en Ukraine.

Un autre aspect marquant, mais nullement surprenant pour les Allemands, concerne l'évolution des Verts. Longtemps fers de lance du pacifisme, ils sont devenus, une fois au gouvernement, les plus fervents défenseurs de la course à l'armement et parmi les plus bellicistes, notamment contre la Chine et la Russie. À tel point que, même après s'être effondrés électoralement et avoir été couverts de mépris et d'invectives par Merz, ils ont aidé le même Merz et la CDU à faire passer les dépenses massives en faveur de l'armée.

Le 21 mars, la Chambre haute composée de représentants des gouvernements régionaux a elle aussi validé l'exemption au « frein de la dette » avec plus de deux tiers des voix. Et ici ou là, maintenant les législatives passées, CDU et SPD ont même pu compter pour cela sur les voix de… Die Linke. Elle participe ainsi à deux gouvernements régionaux qui, en approuvant l'augmentation des dépenses militaires, ont fait pencher le vote. Un mois après l'élection, Die Linke a une fois de plus montré à la bourgeoisie et aux partis gouvernementaux combien elle est responsable, et qu'ils pourront compter sur elle.

INVESTIR DANS LES INFRASTRUCTURES

Cependant, le futur gouvernement prévoit en outre la création d'un fonds spécial de 500 milliards d'euros de crédits sur douze ans, consacrés aux investissements dans les infrastructures : ponts, routes, réseaux ferrés, numériques et énergétiques, mais aussi écoles et maternelles.

L'état de ces infrastructures est en effet déplorable. Les établissements scolaires, en particulier, sont souvent dans un état lamentable. Les chemins de fer accumulent les retards, les ponts en mauvais état obligent à des détours interminables sur des réseaux déjà saturés, et les embouteillages sont devenus un fléau quotidien. Face à cette réalité, beaucoup se disent : « Des ponts qu'on puisse emprunter, pourquoi pas, cela changerait ! »

Mais pour le gouvernement, la priorité est avant tout économique. Il s'agit de fluidifier le transport des marchandises, d'éviter des détours coûteux et surtout de relancer l'économie en offrant des contrats aux grandes entreprises, notamment du BTP ou de l'électricité. Et certains hommes politiques déclarent carrément : « Nous n'avons pas seulement besoin de chars, mais aussi de routes et de ponts qu'ils puissent emprunter. »

Au moment où le gouvernement parle d'investir pour les infrastructures, la population voit combien tous les services publics reculent. Le démantèlement du système de santé s'accélère : des lits hospitaliers, des services ferment alors que la crise sanitaire de 2020 avait justement démontré l'importance d'avoir une réserve de

lits de réanimation et d'hospitalisation disponibles. Rénover un hôpital pour le fermer peu après n'a aucun sens. Or, le précédent gouvernement a annoncé la suppression de près de 30 % des hôpitaux ! Quant à l'éducation, quelques écoles modernes où les élèves seraient équipés de tablettes, pourquoi pas ? Mais si les enseignants manquent, à quoi bon ? Si le futur gouvernement veut investir enfin dans les infrastructures, il continue de serrer la vis aux salariés. Salaires, chômage, retraites, services publics : économies et austérité restent la règle. Aux centaines de milliers de travailleurs du public, dans les crèches, les transports urbains, le ramassage des ordures, les hôpitaux, qui viennent de revendiquer des augmentations de salaires et plus de personnel, la réponse est « non ». Le futur gouvernement planifie de nouvelles sanctions et restrictions contre les bénéficiaires du *Bürgergeld* (revenu citoyen, équivalent du RSA), ainsi que des attaques concernant le temps de travail, pour contraindre tout le monde à travailler toujours plus, dans des conditions de plus en plus dures. Il discute aussi d'introduire un jour de carence en cas d'arrêt maladie (qui n'existe pas jusqu'ici). Aucune initiative, bien sûr, ne vise à améliorer la situation des retraités, dont 20 % vivent sous le seuil de pauvreté, ni celle des enfants, dont 14 % connaissent la même situation.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

Depuis l'automne 2024, les annonces de licenciements massifs se sont multipliées dans les secteurs industriels les plus importants du pays : l'automobile, la chimie et la sidérurgie. À ces suppressions d'emplois s'ajoutent des cascades de fermetures, des faillites frappant les sous-traitants et les plus petites entreprises.

La dégradation économique et sociale s'accélère. Dans l'automobile, Volkswagen (VW) a annoncé la suppression de 35 000 postes, Audi (filiale de VW) prévoit 7 500 suppressions d'ici à 2029, tandis que Daimler, Mercedes et Ford réduisent également leurs effectifs. Les travailleurs des sous-traitants ne sont pas épargnés : Continental, Bosch, ZF… font tous des annonces dans le même sens.

Dans l'industrie chimique, BASF, Bayer et Evonik suppriment également des postes. Comme la sidérurgie, notamment Thyssenkrupp. Ce ne sont pas seulement les géants de l'industrie qui suppriment des emplois, mais aussi les entreprises de taille moyenne et, par ricochet, leurs fournisseurs et partenaires.

Désormais, même la production industrielle recule. Si le ralentissement économique s'est amorcé dès 2018, la situation s'est nettement aggravée depuis la guerre en Ukraine, déclenchée par la Russie en 2022. L'Allemagne, historiquement liée à la Russie sur le plan économique, subit de plein fouet les conséquences des sanctions et les difficultés d'approvisionnement énergétique. À cela s'ajoutent une concurrence chinoise de plus en plus sévère et la politique protectionniste des États-Unis, qui fragilisent encore l'industrie allemande.

Face à cette détérioration, l'inquiétude grandit au sein de la population. La crainte du chômage et d'une dégradation continue des conditions de vie alimente des discours du type « l'Allemagne est en train de s'effondrer ». La montée de l'AfD, des discours politiques toujours plus décomplexés dans le monde, s'accompagnent d'une détérioration du climat politique : les tensions s'exacerbent, avec la naissance d'un climat marqué par la brutalisation des relations sociales. Il y a eu une série d'attentats, mais aussi diverses agressions physiques contre des élus ou des candidats. Alors que le débat politique était, ces dernières décennies, assez mesuré en Allemagne, les attaques deviennent plus frontales.

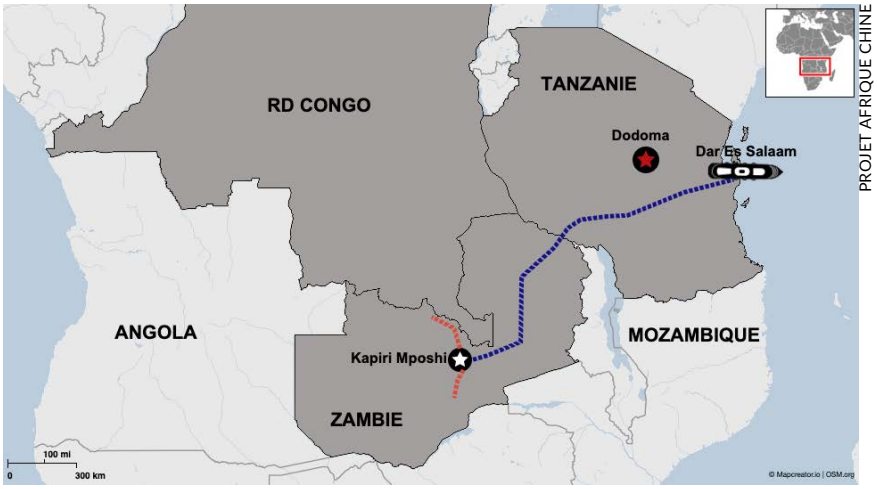
La classe ouvrière est la grande absente. Dans le monde ouvrier, les divisions se multiplient : pour ou contre Trump, pour ou contre l'armement, l'introduction du service militaire, l'AfD, l'expulsion des migrants… En somme, les élections allemandes de 2025 marquent une nouvelle étape dans la crise que traverse le pays. Entre une extrême droite en progression, un gouvernement d'austérité préoccupé de renforcer l'appareil militaire et de subventionner le patronat et la dégradation de la situation économique, l'Allemagne entre dans une période d'incertitude. Le monde du travail serait seul à même de jouer un rôle progressiste. Dans les luttes pour les salaires, les retraites et la défense des services utiles à la population, une autre voix, et par là une autre perspective générale, pourrait émerger, portée par ceux qui refusent de voir les salariés vivre toujours plus mal à seule fin d'enrichir une poignée de grands actionnaires.

24 mars 2025

La Chine dans le nouveau partage de l'Afrique

Avec des expressions comme «Chinafrique», «l'Afrique, deuxième continent chinois», des commentateurs font de la Chine la nouvelle puissance dominante du continent. Ils mettent en avant la présence de près d'un million de travailleurs venus de Chine, cadres, techniciens ou ouvriers, ainsi que l'ampleur des exportations de produits manufacturés, des travaux d'infrastructures et des exploitations minières et pétrolières dans lesquelles intervient la Chine. Mais si sa présence en Afrique est bien réelle, en faire un nouvel impérialisme relève de la propagande.

Alors que la présence de l'impérialisme de seconde zone qu'est la France recule, l'image d'une Chine conquérante vise à faire serrer les rangs derrière l'État français. Toujours prompt à donner des leçons, Macron l'a formulé en 2021 à N'Djamena en déclarant : *« Rien ne sert de restructurer les dettes africaines à l'égard de l'Europe et des États-Unis si c'est pour contracter à l'égard de la Chine. »* Les États-Unis considèrent la Chine comme une rivale menaçant leur hégémonie qu'ils doivent contenir, et leur pression sur elle s'accroît partout y compris en Afrique.



PROJET AFRIQUE CHINE

La longue ligne de train Tazara, reliant Kapiri Mposhi en Zambie, dans la «ceinture de cuivre et de cobalt» au port tanzanien de Dar Es Salaam, va être rénovée par la compagnie d'État chinoise CCECC.

UNE PRÉSENCE FORTE DE LA CHINE EN AFRIQUE

Les relations entre la Chine et l'Afrique sont anciennes. Sans remonter aux marchands chinois qui s'étaient aventurés sur la côte est du continent dès le 15e siècle, la visite en 1963 dans plusieurs pays africains de Zhou Enlai, Premier ministre de Mao, marqua les débuts d'une politique qui allait se traduire par l'envoi de techniciens agricoles et de personnel médical. L'État chinois maoïste, encore isolé par l'impérialisme, prétendait incarner une voie permettant aux pays pauvres de sortir du sous-développement. De grands travaux furent parfois menés, comme la construction de la ligne de chemin de fer Tazara (Tanzania-Zambia railroad) en 1973. Au moins 15 000 ouvriers vinrent de Chine pour poser les 1 860 kilomètres de voies reliant les gisements de cuivre de la Zambie au port de Dar-es-Salam en Tanzanie.

Mais ce n'est qu'à partir des années 2000 que les liens économiques entre la Chine et l'Afrique se sont vraiment développés. En vingt ans, leurs échanges commerciaux ont été multipliés par trente. Ils ont d'abord concerné des exportations chinoises de marchandises bon marché, des objets du quotidien en plastique, outils, bassines, bottes, des textiles,... Ces marchandises bon marché sont entrées en concurrence avec des biens manufacturés africains mais pas européens. Dans le textile, ce sont surtout le Nigeria ou le Ghana qui ont subi cette concurrence.

Depuis plusieurs années, des entreprises chinoises exportent aussi en Afrique des machines

agricoles et des véhicules, petites voitures, autocars, motos, camions et engins de chantiers. Les succursales qui les vendent ne sont pas nécessairement chinoises : à Abidjan, ce marché est tenu par des concessionnaires libanais ou autres. Mais longtemps, l'Afrique francophone a été un marché protégé pour les entreprises françaises comme Peugeot ou Renault Trucks, dont le prédécesseur, Berliet, y écoulait déjà des camions à l'époque coloniale. Aujourd'hui, la concurrence est réelle entre les constructeurs, chinois comme Foton ou Sinotruck, allemand comme Daimler-Benz, italien comme Iveco.

DES INFRASTRUCTURES DÉRISOIRES, TOUJOURS CONÇUES POUR LES EXPORTATIONS

En Afrique, les entreprises chinoises sont surtout omniprésentes dans le BTP. Mais malgré l'ampleur de certaines réalisations, les besoins élémentaires de la population ne sont absolument pas satisfaits. La production d'électricité de toute l'Afrique subsaharienne est ainsi équivalente à celle de l'Espagne. Au cœur du continent, une large partie du transport se fait par des moyens sommaires. Les rares chemins de fer, hérités de la colonisation, sont déliquescents et conçus pour l'exportation des matières premières.

Entre 2006 et 2017, la Chine a été au premier rang pour construire des infrastructures en Afrique, représentant près de 28 % des financements extérieurs, contre 6 % pour la France. La Chine a restauré des lignes : celle de Djibouti à Addis-Abeba en Éthiopie, et celle du Tazara doit bientôt l'être par la compagnie d'État chinoise CCECC. Le programme chinois des Nouvelles routes de la soie, lancé en 2013, concerne

KOACI

Travaux sur la voie autoroutière de contournement Y4 à Abidjan par l'entreprise chinoise CSCEC.

l'Afrique sur sa façade maritime est. Des infrastructures de transport de marchandises ont vu le jour, entre le canal de Suez, Djibouti et les ports de la côte est. Dans 21 ports africains sur 55, quatre grandes entreprises d'État chinoises opèrent en concurrence avec les géants européens MSC ou Maersk, et avec DP World qui appartient à l'émirat de Dubaï.

Certains dirigeants africains ont pu affirmer que les contrats avec la Chine, ses banques et ses entreprises, permettraient un développement économique. Passer des contrats avec la Chine ou la Russie, jouer entre différents concurrents, est pour eux une tentative de desserrer l'étau de l'impérialisme. Le passé de la Chine, dominée par les impérialistes pendant un siècle – même si elle n'a pas été formellement colonisée – lui permet de prétendre qu'avec elle, les accords économiques seraient « gagnant-gagnant ». Mais aucun contrat n'est gratuit et les États africains se sont endettés pour rembourser les prêts les finançant, prêts le plus souvent émis par une des deux grandes banques liées à l'État chinois, Exim Bank of China et China Development Bank. Vingt ans après les premiers contrats, les travaux facilitant l'exportation des matières premières africaines vers la Chine ont été achevés. Mais pour les infrastructures indispensables à la population, le bilan est bien modeste. Selon le ministère des Affaires étrangères chinois, 80 grandes centrales électriques, 130 hôpitaux et 45 stades auraient été construits pour toute l'Afrique en vingt ans, ainsi que 6 000 kilomètres de voies ferrées, à comparer aux 28 000 km du réseau ferré d'un pays comme la France. La Chine assure entre le quart et le tiers des travaux d'infrastructures en Afrique mais cela ne change rien au fait que le capitalisme condamne le continent au sous-développement.

LA CHINE DANS LE CHAOS ENGENDRÉ PAR L'IMPÉRIALISME EN AFRIQUE

La Chine est devenue un partenaire commercial important du continent, représentant 16 % des importations africaines en 2022, contre 29 % pour l'Union européenne. Mais divisés et concurrents, chaque pays européen pris séparément pèse moins que la Chine seule, ce qui fait d'elle le premier partenaire commercial de l'Afrique. Mais le continent ne représente que 3 %

du commerce extérieur chinois, à l'image, dans l'économie mondiale, de la place de ce continent où vit pourtant 18 % de l'humanité. Par contre, les importations de la Chine depuis l'Afrique sont substantielles. Elles concernent presque exclusivement des matières premières, des minerais, des métaux, des hydrocarbures, du bois, des fibres textiles et d'autres produits agricoles. L'Afrique a été intégrée depuis la fin du 19e siècle dans l'économie mondiale comme fournisseuse de matières premières pour les grandes puissances industrielles occidentales, la Chine a reproduit le même type de liens économiques avec l'Afrique.

Après les plans d'ajustement structurel des années 1980-1990, par lesquels le FMI et la Banque mondiale ont imposé des cures d'austérité violentes aux États africains, les entreprises occidentales ont délaissé un terrain insuffisamment rémunérateur à leurs yeux. La Chine, grâce au poids de son État et de ses entreprises publiques, a occupé cet espace vacant. Alors qu'elle devenait un sous-traitant essentiel des capitalistes occidentaux, la Chine a dû trouver les ressources nécessaires à son industrie. En Afrique, elle a noué des relations avec un certain nombre d'États afin d'assurer ses approvisionnements, en pétrole et en minerais. L'État chinois a protégé ses entreprises, qui ont trouvé une activité économique, maintenant à flot les infrastructures nécessaires à l'extraction des matières premières dont regorge l'Afrique. Investir dans des mines dans des régions isolées, bâtir et assurer la maintenance d'usines de raffinage de minerais, entretenir des routes ou des lignes de chemin de fer, demande des investissements considérables, et hasardeux, dans des pays instables politiquement. Bien des capitalistes européens ou américains préfèrent donc investir leurs capitaux ailleurs. Quand les prix des matières premières chutent, l'État chinois couvre les pertes de ses entreprises, leur permettant de survivre et de rester alors que les capitalistes occidentaux préfèrent trouver des marchés plus rémunérateurs.

MINERAIS : LA RUÉE VERS L'AFRIQUE

Cuivre, cobalt, étain, tungstène, tantale… l'Afrique regorge des minerais indispensables aux productions électroniques, médicales ou militaires modernes. Leur extraction est soumise à une rude concurrence entre différentes entreprises, chinoises et occidentales. Sur le cobalt, longtemps leader, le géant anglo-suisse Glencore a récemment été détrôné par l'entreprise chinoise CMOC (China Molybdenum Company Limited). Mais l'enjeu n'est pas si déterminant qu'il y paraît car le marché du cobalt pour les batteries électriques est aujourd'hui saturé du fait du ralentissement du marché automobile en Chine et de la crise de l'économie mondiale. Les constructeurs automobiles s'orientent aussi davantage vers des batteries lithium-ferphosphate, sans cobalt. Depuis 2022, le prix du cobalt a chuté de 75 %, ce qui a poussé en février 2025 le gouvernement congolais à suspendre les exportations. Il en espère une remontée des prix mais montre surtout son impuissance et sa dépendance à l'égard des marchés des matières premières. Ces marchés sont dominés par de grands trusts minéraliers, les anglo-australiens Rio Tinto et BHP Billiton, l'anglo-suisse Glencore et la sud-africaine Anglo-American. Quand les prix sont élevés, les matières premières enrichissent les capitalistes qui en contrôlent l'extraction, qu'ils soient chinois ou occidentaux. Mais que les prix chutent, et c'est la catastrophe pour les pays dont les revenus dépendent des exportations d'un nombre restreint de ressources naturelles. Ainsi, en suspendant les exportations de cobalt, les autorités congolaises ont précipité dans une misère encore plus profonde des milliers de mineurs artisanaux surexploités privés de travail.

Des commentateurs appellent cette calamité « malédiction des matières premières », comme si un dieu punissait les pays pauvres d'un supposé péché. Mais ce pillage n'est en rien une malédiction : il découle des échanges inégaux qui caractérisent le capitalisme. Les pays

TENKE FUNGURUME MINING

Au sud de la RDC, au Lualaba (ex-Katanga), la compagnie Tenke Fungurume, propriété de l'entreprise chinoise CMOC, exploite d'immenses gisements de cobalt et de cuivre.

industrialisés puisent les matières premières dont ont besoin leurs firmes dans les sous-sols des pays pauvres. Dépourvus de production industrielle, ces derniers s'appauvrissent en important des biens manufacturés. La Chine prend sa part dans ces échanges inégaux mais dans une position subordonnée, dépendant elle-même des industriels américains ou européens.

RIVAUX OU ALLIÉS… MAIS INÉGAUX

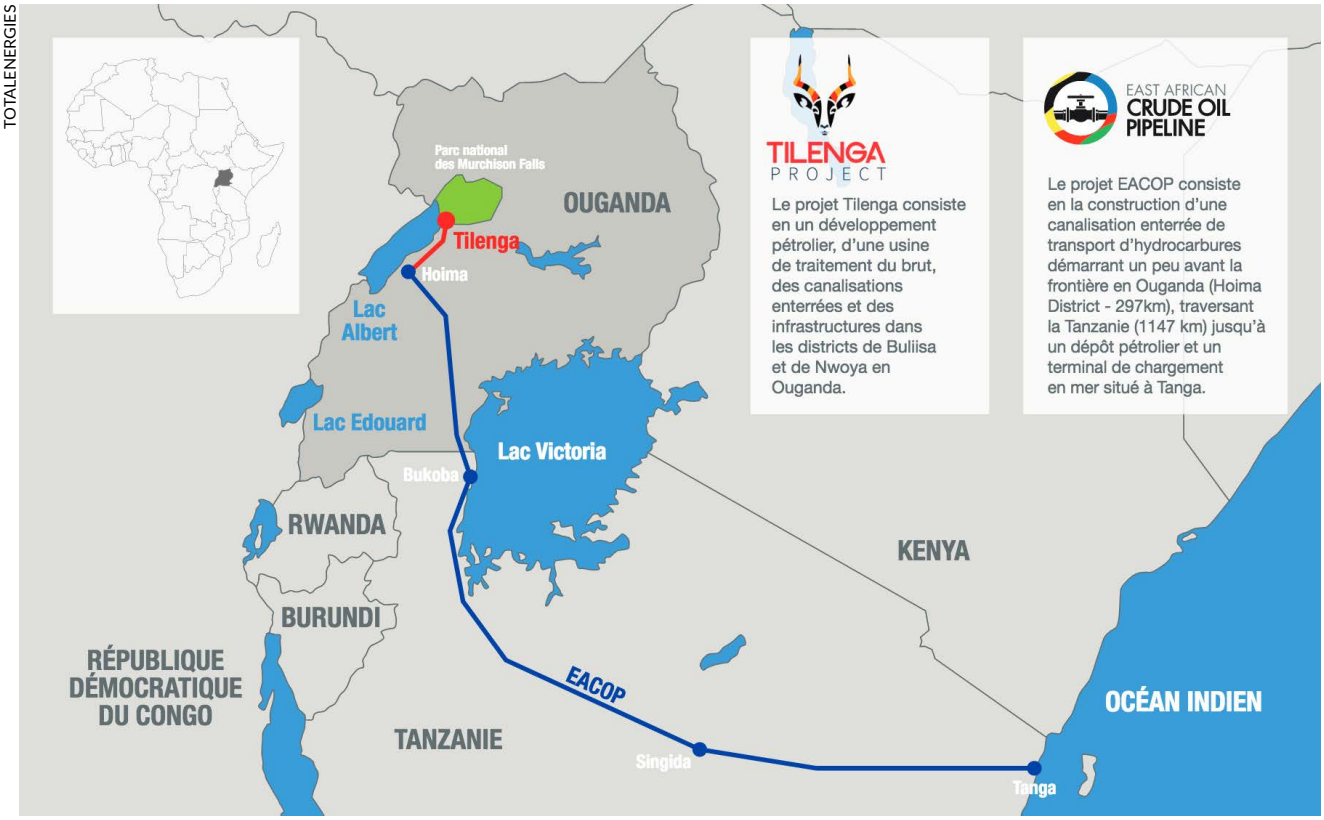
Souvent présentées comme des rivales redoutables des compagnies européennes ou américaines, les entreprises chinoises interviennent dans de nombreux domaines en association avec de grands groupes occidentaux. En Ouganda, la China National Offshore Oil Corporation (CNOOC) exploite le pétrole du lac Albert avec le géant français Total. Sur ces projets, nommés Tilenga et EACOP, on trouve aussi des banques chinoises parmi les financeurs. Mais le vrai patron est Total, qui dicte sa loi à ses associés et l'impose aux États, fort de l'appui sans faille des autorités françaises.

Dans la téléphonie, l'entreprise privée Huawei a largement contribué à partir de la fin des années 1990 à construire les réseaux numériques africains, dans un secteur délaissé par les capitalistes occidentaux. Mais si elle est souvent accusée d'espionnage au profit des autorités chinoises par ses détracteurs européens et américains, Huawei assure en partie l'entretien des réseaux du français Orange, un des principaux opérateurs de téléphonie mobile et de paiements en Afrique.

Dans le BTP, bien des barrages hydroélectriques, ponts et routes sont construits par des groupes chinois avec la participation de compagnies occidentales. En Côte-d'Ivoire, la construction du barrage de Soubré, inauguré en 2017 et qui fournit 14 % de la production électrique de ce pays, a été menée par l'entreprise Sinohydro et majoritairement financé par Exim Bank of China mais les quatre turbines – parmi les pièces les plus technologiques, avec la plus grande valeur ajoutée – ont été construites par le français Alstom alors que la gestion environnementale du projet était assurée par Tractebel, une filiale du groupe Engie.

Pour les véhicules, une production dite « chinoise » peut cacher des liens avec des capitalistes occidentaux et la Chine occupe là encore une position sous-traitante pour le compte des impérialistes américain, japonais ou européen. Le constructeur chinois Foton vend en Afrique des camions sous licence Daimler-Benz, des véhicules « low cost » devenus invendables en Europe depuis des décennies. En Tunisie, Peu-

TOTALENERGIES



En Ouganda et en Tanzanie, Total est à la tête de gigantesques dispositifs d'exportation de pétrole, Tilenga et EACOP, associé aux français Vallourec, Bolloré et Schneider Electric, et à la compagnie d'État chinoise CNOOC.

geot produit avec Dongfeng un pick-up dérivé d'un modèle ancien du japonais Nissan. Les constructeurs automobiles sont à la fois des concurrents, prêts à aller *« manger dans la gamelle du voisin »* selon l'expression de l'ancien PDG de Stellantis, et des alliés temporaires dans la guerre commerciale qu'ils se mènent.

LA CHINE, UNE PUISSANCE IMPÉRIALISTE EN AFRIQUE ?

Le terme « Chinafrique », cher aux défenseurs des intérêts de l'impérialisme français qui n'ont cessé de réfuter le terme « Françafrique », n'a pas de réalité. La Chine investit sur tout le continent mais, découpée en 54 pays, l'Afrique n'est pas homogène. La Chine n'a tissé de relations étroites, des accords d'État à État concentrant les contrats économiques, qu'avec un nombre réduit de pays : l'Afrique du Sud, l'Algérie, l'Angola, la RDC, l'Égypte, le Nigeria et le Soudan. Surtout, la Chine n'y a aucun héritage colonial et ses investissements y sont très modestes. Mais certains, y compris à l'extrême gauche, parlent d'un nouvel impérialisme chinois, en voulant pour preuve les Nouvelles routes de la soie, le poids économique de la Chine dans les ports ou les mines, les dettes d'États qu'elle détient[1].

La Chine a bien ouvert dans différents pays africains des zones économiques détaxées, pour favoriser l'implantation de capitaux chinois, mais avec un succès limité. Les lignes de chemin de fer qu'elle a financées s'avèrent bien souvent peu rentables voire déficitaires, comme la ligne d'Addis-Abeba à Djibouti. Des employés chinois des entreprises d'État sont restés en Afrique, ont ouvert des commerces ou fait venir leur famille paysanne pour fonder des élevages intensifs de porcs ou de poules, qui se vendent plus cher qu'en Chine. Dans certains pays, les producteurs locaux d'œufs ou de poulets ont été évincés par les fermes plus productives tenues par des Chinois. Mais dans la guerre économique mondiale, le poulet ne pèse pas lourd.

Jusqu'en 2016, les quatre grandes banques chinoises, liées à l'État, ont prêté d'importantes sommes à des États africains. Mais ces prêts ont depuis énormément diminué, à cause des incertitudes sur leur remboursement mais aussi à cause des difficultés de l'économie chinoise elle-même. La Chine ne détient aujourd'hui que 8 % de la dette publique africaine alors que des financiers privés en possèdent 60 %. Ces vautours sont surtout des fonds occidentaux, les banquiers américains Citigroup, JPMorgan, Bank of America, le fonds BlackRock, la banque britannique Barclays, l'assureur allemand Allianz, le Crédit Agricole, BNP-Paribas et la Société Générale.

Dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Lénine faisait de l'exportation des capitaux un trait fondamental de l'impérialisme. Sur ce point, les investissements directs en Afrique venus de la Chine sont bien plus limités que ne le prétend la propagande des défenseurs des impérialistes occidentaux. En 2021, ces investissements venus de Chine arrivaient en cinquième position, derrière les Pays-Bas, la France, le Royaume-Uni et les États-Unis. Ils ont représenté cette année un montant de 4,9 milliards de dollars pour toute l'Afrique, l'équivalent des investissements du groupe américain Pepsi pour le seul Mexique. Derrière la modestie du montant, il y a aussi une différence qualitative. Les capitaux occidentaux sont surtout ceux d'entreprises privées, pouvant aller et venir librement. Les capitaux venant de Chine appartiennent essentiellement aux grandes entreprises liées à l'État central ou aux gouvernements des provinces chinoises. Si ces compagnies chinoises peuvent s'asseoir à la table des brigands, c'est grâce à la tutelle de leur État, puissant et centralisé, mais elles ne jouent pas dans la même catégorie que leurs concurrents capitalistes occidentaux.

LES ÉTATS-UNIS METTENT LA PRESSION SUR LA CHINE

Mais alors que la crise s'exacerbe, que la guerre économique se tend, la pression des États-Unis sur la Chine s'accroît aussi sur le continent africain. Le contrôle de l'extraction et du transport des métaux, trop dominé par la Chine aux yeux des impérialistes, est devenu l'enjeu de rivalités. L'Europe, divisée en une multitude de bourgeoisies et d'États concurrents, n'a pas la taille suffisante face au poids économique de la Chine. Les États-Unis, eux, ont les moyens de défendre leurs intérêts et n'hésitent pas à intervenir s'ils le jugent nécessaire.

En Angola, sous prétexte d'accélérer et de sécuriser le transport des minerais, les États-Unis ont investi dans le « corridor de Lobito », une vieille ligne de chemin de fer qui relie le port angolais de Lobito au Katanga au sud de la RDC. Fin 2024, Joe Biden a visité Lobito et annoncé 500 millions de dollars de plus, sur un investissement total de 1,6 milliard. Le consortium chinois qui postulait pour les travaux a été écarté au profit d'un autre, mené par le négociant suisse Trafigura, qui est impliqué dans plusieurs scandales de corruption. Ces détails n'ont pas empêché Joe Biden de dénoncer la présence de la

1 « La Chine, nouvel impérialisme émergé », *L'Anticapitaliste*, novembre 2021.

LDC

Bases militaires américaines en 2018. En rouge, les zones d'influence de l'Africom (commandement des États-Unis pour l'Afrique).

WIKIPÉDIA / GHISLAIN CHAMPEAUX

Personnel de l'armée de l'air française à Djibouti (base colonel Massart) en 2022.

Chine en Afrique, affirmant qu'elle y aurait un *« programme d'endettement et de confiscation »*. Venant de la puissance impérialiste dominante, c'est vraiment l'hôpital qui se moque de la charité.

Depuis deux décennies, si la Chine a bien pris en main des travaux d'infrastructure, indispensables aux exportations des ressources naturelles du continent, et prêté aux États africains que les financiers occidentaux avaient mis à genoux, elle est loin d'être l'usurier impitoyable évoqué par Biden. Dans l'économie mondiale, la Chine joue un rôle de sous-traitant et elle n'a pas les mêmes armes que les puissances impérialistes pour défendre les intérêts de ses entreprises, essentiellement étatiques et non privées comme le grand capital occidental. Un autre indicateur, déterminant, qui montre que la Chine n'est pas une puissance impérialiste, est son poids militaire limité en Afrique.

IMPÉRIALISME ET PRÉSENCE MILITAIRE

Bien que nombreuse et équipée, l'armée chinoise est incapable de se projeter en Afrique, d'assurer la formation de militaires ou d'appuyer des régimes alliés, comme la France l'a fait pendant des décennies dans son ancien empire colonial, et comme le font partout les États-Unis.

Depuis 2017, elle dispose d'une base à Djibouti, qui a surtout un rôle logistique, en particulier pour les opérations dites de « maintien de la paix » de l'ONU. L'armée chinoise fournit des Casques bleus : en 2023, elle déployait 1 852 hommes en Afrique, au Mali, au Sud-Soudan, au Darfour, en RDC et en Centrafrique. C'est bien loin des 6 000 soldats américains opérant en Afrique sous le contrôle d'Africom, le commandement militaire de l'armée américaine pour l'Afrique, auxquels s'ajoutent 4 000 hommes stationnés dans la base militaire américaine de Djibouti, voisine de la très ancienne base française qui compte 1 450 hommes. Africom, qui occupe 29 sites dans 15 pays africains, emploierait au moins autant de mercenaires de sociétés militaires privées, qui agissent en toute discrétion pour défendre les intérêts de l'impérialisme américain. Pour la Chine, il n'y a rien de tout cela.

Ce sont toujours la France et la Grande-Bretagne, et de plus en plus les États-Unis, qui assurent l'essentiel de la formation des officiers des armées africaines. Ces relations montrent leur dépendance à l'encontre des puissances impérialistes, à commencer par les États-Unis, qui organisent chaque année des exercices militaires pendant lesquels leurs officiers et ceux des armées africaines établissent des liens. Exporter des capitaux, manier le bâton pour étendre son influence, saper celle de ses concurrents, avoir des relais dans tous les pays, c'est aussi cela qui caractérise la domination impérialiste. Sur tous ces terrains, la Chine en est bien loin.

VENUS DE CHINE OU D'AILLEURS, LES PATRONS RESTENT DES EXPLOITEURS

Sans appartenir à un impérialisme, les entreprises chinoises ne sont pas en reste en matière d'exploitation de la classe ouvrière. Si, jusqu'en 2016, elles faisaient le plus souvent venir de Chine leur personnel, dont des ouvriers qualifiés, elles embauchent de plus en plus des travailleurs africains. Leur position de sous-traitant, dans des secteurs souvent moins rentables, les pousse à des méthodes brutales. En Côte-d'Ivoire, dans le BTP, un coffreur qualifié travaillant dans une filiale du Français Bouygues peut gagner 12 000 francs CFA par jour, alors que dans les entreprises chinoises, le salaire ouvrier oscille autour de 4 000 francs par jour, parfois moins, soit environ 6 euros par jour. Pour arriver à gagner un peu plus, 7 000 à 8 000 francs, il faut faire beaucoup d'heures supplémentaires, travailler tous les jours. À ces conditions, les entreprises chinoises n'ont guère la cote auprès des travailleurs, mais il n'y a pas nécessairement de sentiment antichinois pour autant. Dans les entreprises chinoises, les patrons font encore venir de Chine leurs petits chefs, sans qu'ils soient pour autant des privilégiés. Ils vivent chichement et travaillent des heures et des heures, bien loin des conditions aisées des cadres européens « expatriés » qui disposent d'une voiture, de loisirs et de personnel de maison.

Derrière les patrons chinois, on trouve parmi les premiers profiteurs les cabinets d'étude européens, les grandes banques occidentales ou les trusts comme le Français CMA CGM ou l'Italo-Suisse MSC, qui contrôlent le trafic de conteneurs et les ports. Les patrons chinois sont plus visibles puisque leurs petits chefs jouent le rôle de gardes-chiourmes pour exploiter les travailleurs. Parfois, en faisant grève, les ouvriers parviennent à obtenir quelques augmentations de salaire ou quelques protections de sécurité.

Dans leur journal *Le Pouvoir aux travailleurs* de décembre 2024, nos camarades de l'UATCI (UCI) relatent une grève sur un chantier routier réalisé par Sinohydro, qui compte 300 ouvriers. Un gréviste témoigne : *« Nous effectuons 10 heures de travail par jour, sept jours sur sept, pour un salaire de misère. Nous nous sommes organisés pour revendiquer 3 000 francs CFA d'augmentation par jour pour tous*

[…]. *Le jeudi 9 janvier au petit matin, les piquets de grève ont commencé à sillonner le chantier pour entraîner le maximum de nos camarades. Aux environs de 10 heures, tout le chantier a été paralysé* […]. *Comme notre mouvement a été bien suivi, la direction a été contrainte de recevoir une délégation de grévistes et a promis un premier paiement à partir du 20 janvier. C'est dans cette ambiance que nous avons repris le travail le lendemain matin après un bref meeting pour décider de la suite à donner au mouvement dans le cas où rien ne serait fait à la date du 20 janvier. Nous ne sommes pas dupes. Nous avons affaire à des capitalistes, ces gens-là ne comprennent que le langage de la force. »*

NE PAS TOMBER DANS LE PIÈGE DE L'UNITÉ NATIONALE, EN AFRIQUE COMME EN EUROPE

Les capitalistes et les dirigeants chinois ne peuvent évidemment être considérés comme des alliés des exploités d'Afrique, pas plus que les bureaucrates et les oligarques russes emmenés par Poutine. Des dirigeants africains comme les militaires à la tête du Mali ou du Burkina Faso peuvent chercher auprès d'eux des appuis pour desserrer un peu l'étreinte impérialiste. Mais, prêts à écraser la moindre contestation, la moindre grève, et formés pour cela dans les écoles militaires occidentales, ils ne peuvent représenter les intérêts des masses pauvres ni être pour elles un appui. Quant à la propagande qui est menée en France contre la « Chinafrique » ou la présence russe en Afrique, elle ne vaut évidemment pas mieux. Elle vise à préparer les futures interventions impérialistes, sous couvert de défense de la démocratie, en réalité pour les intérêts de groupes comme Total. En Afrique subsaharienne et au Maghreb, de nombreux ouvriers chinois sont présents, et même si leur sort peut sembler un peu plus enviable que celui de leurs frères d'Afrique, tous appartiennent à la même classe ouvrière. Elle représente l'avenir, tout comme elle le représente dans les citadelles de l'impérialisme mondial.

28 mars 2025

DR

Grève en novembre 2022 des ouvriers de la partie exploitée par la compagnie chinoise CGGC du chantier du contournement routier Y4 à Abidjan, contre les arriérés de paie et pour des augmentations de salaire.

Les voies de la Chine sont impénétrables (2)

Des guerres de l'opium à la prise du pouvoir de Mao : du chaos au blocus

La terrible défaite des armées chinoises face aux canonnières anglaises lors de la deuxième guerre de l'opium, en 1858, allait confirmer les prédictions de Marx : *« Aujourd'hui que cet isolement a brutalement cessé par l'action de l'Angleterre, la dissolution de la vieille Chine est tout aussi certaine que celle d'une momie soigneusement conservée dans un sarcophage hermétique clos que l'on expose au grand air*[1]*. »* Marx était conscient que le pays où il résidait, l'Angleterre, allait être, grâce à sa nouvelle puissance industrielle, ses colonies et son agressivité, à la tête de bouleversements économiques et sociaux d'une ampleur telle qu'ils allaient changer l'avenir de la planète et entraîner, de gré ou de force, les peuples les plus retardataires dont ceux de la Chine.

En effet, cet immense pays à la stabilité sociale et politique quasi millénaire était ébranlé dans ses fondements les plus solides et les plus anciens : son empereur et son armada de bureaucrates lettrés, qui constituait une immense administration centralisée et éduquée et permettait un contrôle politique direct sur la population de paysans, eux-mêmes fixés à la terre par une agriculture vivrière intensive. Ce sont eux qui entretenaient l'empire et ses mandarins.

Les guerres de l'opium laissèrent le pouvoir impérial humilié et la société chinoise le ventre ouvert. La Chine allait alors connaître près de 100 ans de dépeçage par les impérialistes, de désagrégation sociale, de révoltes et de révolutions : les Taiping, les Boxers, la révolution ouvrière de 1927 pour aboutir après 1945 à la révolution de Mao.

À LA RECHERCHE D'UNE AUTRE VOIE APRÈS L'OUVERTURE FORCÉE ET LES TRAITÉS INÉGAUX…

Analysant les événements et les échecs de l'empire, les intellectuels allaient chercher un autre avenir pour la Chine. Mais quelle force était assez puissante pour balayer des milliers d'années d'organisation clanique et de soumission ritualisée de millions de paysans ?

L'empire, humilié, perdit toute crédibilité. Pour payer les colossales indemnités de guerre, il ne cessa d'augmenter les impôts, sans pour autant être en mesure d'assurer l'entretien des digues des fleuves ni fournir de secours en cas de famine, tout ce qui était indispensable aux paysans pauvres pour survivre. Aussi, jusqu'à la fin du 19e siècle, ce ne fut qu'explosions de rage des paysans qui ne s'éteignaient ici que pour se rallumer là.

Les familles influentes, comprenant propriétaires terriens et mandarins, nourries du conservatisme de Confucius et d'un fort sentiment de supériorité, voyaient leurs privilèges mis à mal du fait de l'affaiblissement du pouvoir central. Dans cette Chine où les piliers de l'ordre ancien s'écroulaient, leurs enfants n'avaient plus d'avenir. Ceux-ci furent rapidement attirés par les Occidentaux, cherchèrent à s'en inspirer, voire partirent à l'étranger. C'est dans la tête de ces hommes qui se posaient la question de l'avenir de la Chine, que des idées nouvelles allaient naître.

Aveuglée par son conservatisme, l'impératrice Cixi annula en 1898 la réforme de l'empire décidée par son neveu après la défaite, trois ans plus tôt, contre le Japon qui, s'étant modernisé à l'occidentale, avait facilement triomphé des armées chinoises.

C'est au Japon, parmi les étudiants chinois, qu'un courant apparut autour de Sun Yat-Sen et de ses trois principes : nationalisme, démocratie et bien-être du peuple qui, tout en étant

1 Karl Marx, *New-York Herald Tribune,* 14 juin 1853.

US SIGNAL CORPS

Dans les années 1920-1930, l'artère centrale du Shanghai des Occidentaux, le Bund, ses hôtels de luxe et ses banques. Le bâtiment surmonté d'une coupole est le siège de la HSBC, une banque fondée par des trafiquants d'opium bien connus : Jardine et Matheson.

des idées trouvées en Occident, étaient imprégnées de traditionalisme chinois.

L'empire finit par tomber. C'est le 10 octobre 1911, que les notables eurent le geste le plus décisif ! À Wuchang, ils refusèrent que le pouvoir s'empare des fonds destinés au chemin de fer et obtinrent le soutien des généraux et des paysans. La révolution se propagea dans le Sud. Les hommes coupaient leur natte - symbole de soumission aux Mandchous – et brûlaient les reliques du culte des ancêtres. C'en était fini de l'empire millénaire qui venait de s'effondrer comme sous les coups imparables d'un puissant tremblement de terre. Il fut remplacé par une république éphémère et le chaos.

Un âge sombre de militarisme et de guerre civile, voilà tout ce que la bourgeoisie, qui n'avait jamais eu d'existence indépendante et était trop liée aux Occidentaux, avait à offrir à la société.

Le vide créé par l'absence de pouvoir central et le chaos qui en résultait permirent cependant le développement d'un capitalisme sauvage avec comme lois, l'argent, le marché traditionnel de la drogue et le cadre du vieux système familial des clans. La bourgeoisie profita même d'un certain âge d'or, quand au cours de la Première Guerre mondiale, la concurrence occidentale diminua, lui donnant momentanément accès aux marchés de consommation. Il en résulta une anarchie digne des premiers âges du capitalisme, multipliée par le gigantisme chinois. Les villes côtières des années 1920 ressemblaient à des tripots. Le journaliste Albert Londres, avec un certain désespoir, décrit ainsi Shanghai : *« Ainsi naquit Shanghai de mère chinoise et de père américano-anglo-franco-germano-hollando-italo-japono-judéo-espagnol. [...] La piraterie, le jeu, les cocktails – un million de dollars – c'est le nom du cocktail de Shangai – l'opium, la morphine, la cocaïne, l'héroïne trouvent dans Shangai la ville de leur éternel printemps. »* [2]

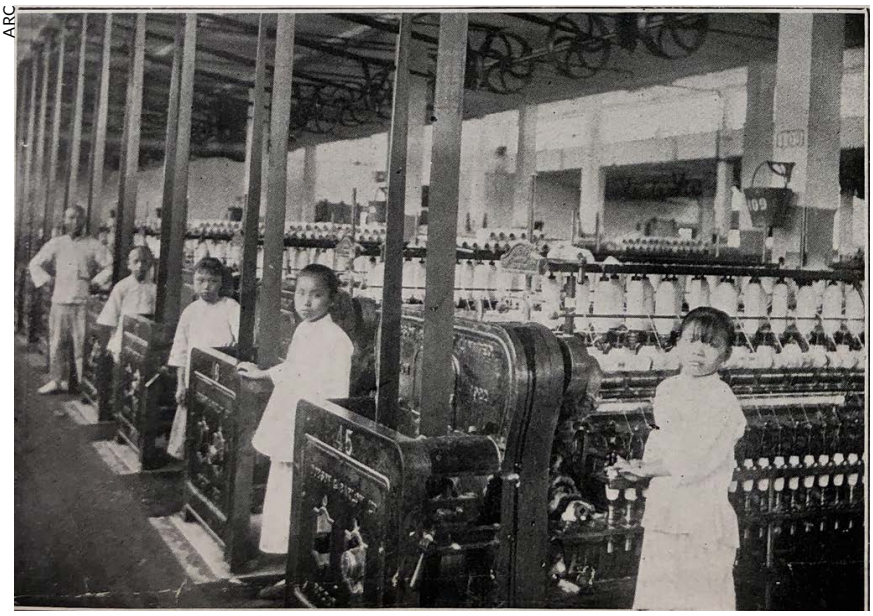
Irruption et intervention radicale de la classe ouvrière

Ce capitalisme naissant s'accompagnait inévitablement de l'apparition d'une classe toute nouvelle, issue des campagnes, souvent vendue par les chefs de clans et envoyée telle du bétail rejoindre le bagne des fabriques des villes portuaires ; hommes, femmes, enfants étaient mélangés de force avec ceux venus d'autres provinces, parlant d'autres dialectes. Ils vivaient souvent dans de vieux bateaux abandonnés ou des cabanes de bambou, sur le rivage, travaillant jusqu'à 20 heures par jour et donnant parfois la moitié de leur salaire à l'intermédiaire de leur clan, des animaux puants mais utiles, disaient les Occidentaux.

Exacerbée par des conditions de vie inhumaines, pires qu'à la campagne, désarçonnée parce qu'à mille lieux de sa province, de son village, de son clan, cette population, malgré les différences de dialectes, est contrainte de s'entendre dans les fabriques et les bidonvilles. Elle devient instinctivement un milieu combattif, libéré des mille attaches la liant au village et elle se politise. Spontanément, les ouvriers s'organisent dans les syndicats et écoutent les étudiants qui se tournent vers le communisme, eux-mêmes rompant avec la vieille Chine et tout son fatras. Pour eux, il fallait tout changer, ne rien garder. Avec les idées communistes, la révolte trouvait ses mots, ses idées, un but et une classe sociale pour le combat.

2 Albert Londres, *La Chine en folie*, 1922.

ARC



Enfants travaillant dans une filature de Shanghai, dans les années 1920.

La rencontre avec le communisme

Le Parti communiste chinois voit le jour en 1920-1921. La montée ouvrière, elle, a déjà commencé depuis deux ans. Le nombre de grèves passe de 25 en 1918 à 91 en 1922 et le nombre de grévistes de 10 000 à 150 000. Et dans plus de 50 %, les ouvriers gagnent. Un tract du 1er Mai 1924 à Shanghai résume l'état d'esprit des ouvriers : « *Le temps est révolu où les ouvriers n'étaient rien d'autre que du fourrage pour les patrons. S'il leur faut une révolution pour céder, ils l'auront !* »[3]

La classe ouvrière franchit en quelques années des décennies d'histoire du mouvement ouvrier. Elle reconnut les syndicats comme forme élémentaire d'organisation (on comptait plus de 500 000 syndiqués à Hong Kong – Canton en 1925), et le PC chinois comme son parti.

La grève de Hong Kong – Canton et le premier soviet « version chinoise »

En 1925, suite au mitraillage de manifestants à Shanghai, les grèves éclatent tout le long de la côte. À Hong Kong, 100 000 grévistes entreprennent un boycott total des marchandises britanniques. Sous la direction d'un comité de grève élu, les piquets de grévistes contrôlent le passage des personnes et des marchandises. Seuls deux vapeurs réussissent à accoster au lieu des 200 habituels.

Le comité de grève gère tout, depuis l'armement jusqu'aux écoles et aux hôpitaux. Il devient la « version chinoise du soviet des députés ouvriers ». Et Trotsky précisait dans une de ses lettres : *« On entend par « version chinoise », non pas une sorte de particularité nationale décisive, mais le caractère d'un stade de développement du système soviétique : c'était un soviet de députés du type de celui qui existait à Ivanovo-Voznessensk en été 1905 »*, c'est-à-dire le premier soviet de la révolution de 1905.[4]

Un allié de choix : les paysans locaux

Les paysans, souvent incités par leurs associations, patrouillent le long des côtes et empêchent les navires britanniques de débarquer en douce, puis, lorsqu'un seigneur de guerre essaie de reprendre le pouvoir à Canton, ils coupent ses lignes de ravitaillement, le forçant à battre en retraite. Dans leur combat, les paysans exacerbés par la misère, reconnaissent immédiatement leurs alliés.

La grève de Hong Kong ouvre la révolution de 1925 – 1927 qui d'emblée s'annonce comme une lutte des exploités des villes et des campagnes. Car le radicalisme des ouvriers se double du radicalisme des paysans. Ceux-ci prennent la terre aux propriétaires, les bandelettes des pieds des filles sont arrachées et les dépouilles du culte de Confucius sont promenées dans les rues. Mais en finir une fois pour toute avec l'oppression des campagnes, cela voulait dire nettoyer des « écuries d'Augias » plus sales encore que celles dont Lénine parlait pour la Russie. La classe ouvrière chinoise pouvait guider la paysannerie dans cette voie.

Trahis par le Komintern

Malgré ses promesses immenses, la révolution allait être écrasée par la faute du Komintern (L'Internationale communiste).

Le jeune prolétariat, en pleine expansion, faisait pleinement confiance au Parti communiste, et il le suivit quand il préconisait à ses militants d'aller militer dans le Kuomintang, alors la force nationaliste montante. Mais ce PC alors tout jeune, était sous l'influence de l'Internationale communiste. Nous sommes en 1927 et le Parti bolchevique au pouvoir en URSS, était en pleine lutte de fractions entre ceux qui optaient pour renforcer le pouvoir de la classe ouvrière, dont les trotskystes, et la bureaucratie stalinienne montante qui rêvait d'une stabilité sociale et d'une reconnaissance par la bourgeoisie. C'est presque naïvement et sans doute convaincus qu'ils ne feraient qu'une bouchée des nationalistes du Kuomintang, que les bureaucrates russes lui

3 Harold Isaacs, *La Tragédie de la révolution chinoise*, 1938.
4 Trotsky, *Post-scriptum à la lettre à Alsky,* 29 mars 1927.

fournirent armes et cadres militaires, et en prime le soutien du PC chinois. C'était profondément sous-estimer les capacités de nuisance des impérialistes.

Depuis le début de la montée révolutionnaire, Trotsky préconisait au PC de sortir du Kuomintang. Mais le Komintern le força à y rester, à s'y soumettre complètement, à lui servir de « coolies » comme disait son représentant. Quand le dirigeant du Kuomintang, Tchiang Kai-chek, désarma le soviet de Canton – Hong Kong, le Komintern ne réagit pas, puis quand il remonta jusqu'à Shanghai en massacrant les ouvriers soulevés sur son passage, le Komintern demanda aux communistes *« de cacher, d'enterrer toutes les armes en possession des ouvriers, afin d'éviter un affrontement militaire entre Tchang Kai-chek et les ouvriers »*. Comme le dit Harold Isaacs, *« ces directives revenaient à demander aux communistes de Shanghai de poser leur tête docilement sur le billot des exécuteurs »* [5].

Quand Tchiang Kai-chek arriva à Shanghai, en avril, alors aux mains des ouvriers insurgés, il les désarma puis les fit massacrer. Cet écrasement et la chasse aux communistes dans les mois suivants firent plusieurs centaines de milliers de morts. Vis-à-vis des impérialistes, ce fut l'acte brutal et démonstratif qui permit à *Tchang Kai-chek* d'être adoubé comme leur homme de confiance. Le Komintern, lui, poursuivit ses relations avec Tchiang Kai-chek, comme si de rien n'était, choisissant de dissimuler cet écrasement des ouvriers, dans le parti bolchevique, en URSS et dans toute l'Internationale.

Chen Duxiu, fondateur et dirigeant du PC, le plus à même de tirer les enseignements, concluait : *« Appliquant sincèrement la politique d'opportuniste de la Troisième Internationale ; je suis inconsciemment devenu l'outil de la fraction étroite de Staline ; je n'ai pas pu sauver ni le parti, ni la révolution. Tout cela aussi bien moi que d'autres camarades, devons en être tenus pour responsables. »* [6]

L'échec de la révolution de 1927 élimina pour une longue période la voie prolétarienne, celle qui aurait permis de renverser en profondeur le vieux monde fait de croyances ancestrales et de soumission aveugle aux puissants, où le gros de la paysannerie restait figé dans l'ignorance et la misère.

Après tout, même la bourgeoisie française en 1789, bon gré, mal gré, avait laissé la population paysanne s'attaquer aux vestiges de l'ordre, non seulement aristocratiques mais aussi religieux. Ce choix-là, seule la classe ouvrière pouvait aider la paysannerie à l'accomplir. En 1917, les bolcheviques avaient su se démultiplier pour aller dans les campagnes aider les moujiks les plus écrasés, à s'organiser dans des soviets de paysans pauvres. Seule une classe ouvrière consciente de ses tâches pouvait être capable de cela. Et c'est cette voie- là, qui était d'abord celle de l'éradication de l'ancien monde, pour construire un monde nouveau qui était bouchée ; une voie qui aurait permis de sortir du sous-développement, ce que même la révolution de Mao n'allait pas réussir à faire même si c'est partiellement le cas aujourd'hui pour la population des villes.

ARC

Meeting ouvrier en mars 1927 à Shanghai.

APRÈS L'ÉCHEC DE 1927, LE PC DANS L'ERRANCE

Malgré les conseils de Trotsky en 1928, lui-même écarté du pouvoir, de ne pas quitter les villes ni abandonner la classe ouvrière, une fraction du PC dont celle de Mao accepta la situation nouvelle, s'enfuit à la campagne et se tourna vers la paysannerie. Ce fut aussi par la force des choses, un retour aux traditions de la famille et aux habitudes de la province qui trouvaient un écho chez bien des militants à la dérive.

Ce qui a été nommé « armée rouge » ne comprenait que quelques centaines de soldats avec peu de fusils, des paysans dépossédés, des déserteurs et des bandits locaux ; ils devaient vivre sur le dos des paysans et se faire tolérer. À tout prendre, pour les villageois, ces « rouges », qui ne brutali-

5 Harold Isaacs, *La tragédie de la révolution chinoise,* 1938.
6 Chen Duxiu, *Appel à tous les camarades du Parti communiste chinois,* décembre 1929.

ARC

Milice ouvrière dans le district ouvrier de Zhabei à Shanghai, en mars 1927.

saient ni ne pillaient pas trop, valaient toujours mieux que les seigneurs de guerre ou les « jambes-de-chien », les fondés de pouvoir du Kuomintang.

La légende raconte que, dans cette période, va croitre un mouvement révolutionnaire paysan. En réalité, les communistes, isolés, vont s'adapter à la paysannerie pour survivre. Pour la moindre denrée comme du carburant, des allumettes, du tissu, du sel, ils dépendaient des marchands, qui étaient en même temps les paysans les plus aisés, les prêteurs, les employeurs. De fait, ils s'appuyaient sur l'organisation sociale existante, sa hiérarchie et ses traditions. Mao eut beau baptiser « Chine soviétique » le Jiangxi, où il avait échoué, il reconnut lui-même que les paysans riches étaient devenus majoritaires dans les postes importants du parti et de l'administration qu'il avait mise en place. Et quand Tchiang Kai-chek envahit la région en 1934, l'expérience tourna au désastre, la population ne soutenant pas du tout le PC.

L'épisode d'une année appelé « Longue Marche » fut une de ces fuites de bandes armées comme il y en eut tant à l'époque. En fait de longue marche, ce fut avant tout celle de Mao vers le pouvoir à la tête du PC. Il réussit à attirer d'autres bandes, parfois se disant communistes, parfois d'un seigneur de guerre en déroute, parfois des débris des armées Kuomintang. Il élimina ses opposants parmi les cadres communistes en lançant contre eux des campagnes d'accusations et beaucoup disparurent… Les autres plièrent. Quand il s'installa au nord, dans les grottes de Yan'an, en 1935, il était devenu le chef incontesté. Certes le parti était réduit à presque rien mais Mao avait forgé un appareil, rigoureusement sélectionné auquel il avait imposé discipline et centralisation.

Naissance d'un sentiment national en Chine

Seuls les lettrés maitrisaient la complexe langue chinoise, le gros de la population paysanne parlant des langues différentes selon les provinces et le sentiment d'appartenance à une même nation n'était pas évident. D'ailleurs, le PC, au temps où il militait dans les villes, se battait pour le mot d'ordre : « Les travailleurs n'ont pas de patrie, pas même des provinces. »

L'intervention militaire du Japon changea la donne. Se voulant la grande puissance asiatique, il se préparait à la future guerre mondiale en fanatisant à l'extrême les troupes, en embrigadant et réprimant la population. Ce sont ses armées qui en 1937 vont débouler en Chine du Sud après avoir envahi la Mandchourie en 1931. Et ce sont les exactions de ces troupes, imbues de leur supériorité, qui vont créer un sentiment d'être chinois petit à petit et dans l'horreur, des atrocités comme le « sac de Nankin », ses 200 000 tués, le viol systématique des femmes et la politique des Trois Tout : « Tue tout, brûle tout, pille tout » en Chine du Nord.

APRÈS 1945…

Le sort de la Chine réglé d'en haut par les grandes puissances

En août 1945, après les bombes atomiques américaines sur le Japon, ce dernier capitula. Commencèrent alors les négociations. Pour les grandes puissances qui décidèrent du sort du monde, la Chine devait échoir au camp impérialiste. Les États-Unis avaient leur homme, Tchiang Kai-chek à la tête du Kuomintang qui avait fait ses preuves. Staline respectant à la lettre les accords de Yalta était d'accord. Mao eut beau négocier avec Tchiang Kai-chek pendant 41 jours pour obtenir un gouvernement d'unité nationale, celui-ci, dès le lendemain, lança ses troupes exterminer les « rouges ». Contre des soldats faméliques et mal armés, et fort de trois à quatre millions de soldats et de toute la puissance logistique américaine, il était sûr de lui.

L'insurrection paysanne change la donne

Pendant l'atroce occupation japonaise, la haine des paysans s'était accumulée. Après le départ des troupes japonaises, ils s'en prirent à ceux qui avaient profité de l'occupation : les mêmes que ceux qui les avaient toujours exploités, grands propriétaires, usuriers… À l'exploitation ancienne et aux exactions

japonaises, ils avaient rajouté impôts, taxes, réquisitions, corvées. Les paysans avaient touché le fond de la détresse. Les cadres du PC organisèrent des « séances d'amertume » pour que les paysans racontent.... Mais ils furent vite débordés ; la colère explosait, on attelait aux charrues les seigneurs qui avaient traité les paysans comme du bétail et parfois on alla plus loin. L'insurrection commençait.

C'était un soulèvement que le PC n'avait pas voulu et qui lui posait problème car depuis 1927, pas une fois il n'avait défendu un programme en direction des paysans pauvres. Il se limitait à une réduction de 25 % des baux et des taux d'intérêts, ce qui était suffisamment modéré pour être vu d'un bon œil par la paysannerie riche, sa vraie base sociale. Basculer du côté des paysans pauvres, c'était perdre son soutien ainsi que celui de la bourgeoisie des villes qui avait des intérêts dans la terre. Mais affronter seul les troupes de Tchiang Kai-chek, c'était la mort assurée. Entre ces deux politiques, le PC hésita pendant presque un an. *« Finalement, au cours de l'été 1946, des courriers apportèrent aux commissaires l'ordre suivant : partager la terre. Le sort en est jeté. Le Parti communiste avait choisi. Il avait franchi le Rubicon. »* [7]

Le mouvement paysan allait faire basculer le rapport de force en faveur du PC. Car il était impossible aux nationalistes d'affronter des centaines de millions de paysans prêts à mourir pour la terre.

Les choses vont aller très vite ensuite. Même si Tchiang Kai-chek poursuit la guerre civile, le sol se dérobe sous ses pas. Ses armées se rendent aux communistes, le haut commandement gangréné par la corruption apparaît plus que jamais stupide, incompétent et veule. Dans les villes, la petite bourgeoisie n'attend que les communistes tant elle est écœurée.

COMMONS

1937, après un bombardement japonais sur Shanghai. Auteur : H.S Wong - Hearts Corporation. Photo très connue sous le nom de *Samedi sanglant*.

Plus que des victoires militaires communistes, il s'agit d'un effondrement complet du régime de Tchiang Kai-chek. C'est l'immense mouvement paysan qui l'obtient, dégageant pour le PC le chemin vers le pouvoir. L'entrée des armées chinoises dans les grandes villes, n'était plus qu'une question de temps.

La passation du pouvoir : l'exemple de Shanghai

Le terrain avait été ameubli : recommandations à la population de rester calme et aux travailleurs de continuer à travailler et de protéger les biens y compris étrangers. Les cadres locaux du PC avaient agité leur réseau (les clans sont si grands…) et organisé des banquets pour les notables qui, à condition de se déclarer patriotes, n'avaient pas de souci à se faire. Bien sûr, les bourgeois les plus riches avaient déjà mis leur fortune à l'abri, tout en laissant sur place un rejeton pour veiller au grain sur leurs biens, le temps de voir comment les choses tournaient.

Pendant ce temps, les crapules du Kuomintang vidaient les lieux, et, la nuit, Tchank Kai-chek, obligeait des files de coolies à porter, sous la menace des fusils, les lingots d'or qu'il volait à la banque de Chine.

Le matin, les troupes paysannes, dûment chapitrées par les cadres du PC, entraient dans la ville.

CONCLUSION

Après un siècle d'horreurs et de massacres pour les plus pauvres, de déchéance, due à la drogue pour les autres, la Chine venait de connaître une révolution, menée par une armée petite-bourgeoise, dûment formée au cours de deux décennies de guérilla. Elle réussira à liquider les vestiges féodaux les plus criants de la vieille société, à en finir avec des bandes armées dirigées par un seigneur de guerre ou un autre qui, sporadiquement, traversaient toute la Chine, du nord au sud et du sud au nord, et enfin à unifier ce pays déchiré depuis un siècle !

7 Jack Belden, *La Chine ébranle le monde,* 1951.

La Chine se dotait d'un appareil d'État complexe, avec les vieux compagnons de la première heure de Mao, des jeunes intellectuels déclassés de la bourgeoisie industrielle et commerçante, des jeunes ruraux venus dans les villes d'abord pour fuir la misère, peut-être pour travailler et surtout pour saisir l'opportunité de se mettre au service du parti. Un appareil constamment endoctriné et souvent épuré.

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, les dirigeants impérialistes, en particulier américains, se sont violemment opposés à la révolution chinoise mais n'ont pas réussi à la vaincre ; alors, ils lui ont infligé la meurtrière guerre de Corée de 1950-1953 et ses près de trois millions de morts. Cette fois encore la Chine de Mao résista, contraignant même les Américains à accepter un statu quo. Mais l'impérialisme s'acharnant toujours, il menaça ses côtes, à partir de Taiwan, enfin il lui imposa un blocus, la coupant du marché mondial.

La Chine se trouva alors contrainte de vivre dans une autarcie presque complète. Mao en s'appuyant sur l'appareil d'État qu'il avait mis en place tenta d'y faire face. Mais à quel prix ? Il dut renforcer son État au prix de la surexploitation de la classe ouvrière et du maintien de la paysannerie dans la misère, politique poursuivie par ses successeurs. La Chine garda son indépendance en écrasant les plus pauvres. Mais à l'ouverture du pays, en 1978, il apparut cependant que la Chine avait réussi, malgré tout, à sortir partiellement de l'ornière de l'arriération, en tout cas plus que sa voisine indienne.

Devenue aujourd'hui la sujette de l'impérialisme, la Chine est considérée comme un simple atelier de ses entreprises les plus performantes. Avoir thésaurisé des dollars dans les banques américaines la rend complètement dépendante de l'économie capitaliste mondiale.

Déjà en 1932, Trotsky avait anticipé les conséquences d'une révolution qui ne serait pas dirigée par le prolétariat ; il écrivait à ses camarades chinois qui l'avaient informé de leur renaissance après la terrible répression de 1927 : *« Mais la paysannerie, même armée, est incapable de mener une politique indépendante … La paysannerie, qui en temps ordinaire occupe une position intermédiaire, indécise et fluctuante, peut, au moment décisif, marcher soit derrière le prolétariat, soit derrière la bourgeoisie. La paysannerie ne trouve pas facilement la voie vers le prolétariat, et elle ne la trouve qu'après une série d'erreurs et de défaites. La petite bourgeoisie citadine, principalement l'intelligentsia qui intervient d'habitude sous le drapeau du socialisme et même du communisme, constitue un pont entre la paysannerie et la bourgeoisie. »* [8]

À deux reprises déjà, au cours du 20e siècle, l'impérialisme a entraîné l'humanité dans un conflit mondial afin de maintenir sa prééminence sur les peuples de toute la planète et le rapport de force avec ses concurrents.

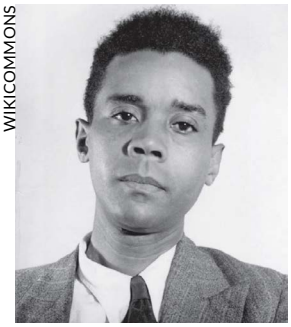
À notre époque, la grande bourgeoisie devenue impérialiste domine la planète tout entière, en contrôlant toutes les richesses de l'humanité, accumulées depuis près de trois siècles, et en maintenant systématiquement les peuples dans l'arriération. Aujourd'hui, aucun particularisme économique et social n'a d'avenir en dehors de la domination bourgeoise. Même des pays aussi grands que la Chine sont, plus que jamais, dépendants.

L'évolution sociale va dans le sens d'une unification de la planète. Mais cette mondialisation se heurte par maints aspects à la propriété privée de la grande bourgeoisie qui, soutenue par des États puissants gère des fortunes supérieures aux budgets de bien des pays.

La seule classe capable de contraindre la bourgeoisie à rendre gorge et de gérer l'économie à l'échelle mondiale est le prolétariat. Comme disait Trotsky dans la lettre déjà citée : « *L'ouvrier s'efforce de résoudre les problèmes à l'échelle de l'État tout entier* (lisez collectivité) *et selon un plan ; le paysan, lui, aborde tous les problèmes à l'échelle locale…* » Aujourd'hui, la rapacité de la bourgeoisie entraîne la société dans l'impasse. Pour en sortir, seul le prolétariat en renversant le pouvoir de la bourgeoisie pourra offrir une perspective à l'humanité.

3 avril 2025

8 Trotsky, *La guerre des paysans en Chine et le prolétariat,* 1932.


WIKICOMMONS

C.L.R. James, en 1938.

Les Jacobins noirs, de C.L.R. James

***Les Jacobins noirs : Toussaint Louverture et la Révolution de Saint-Domingue* fut publié pour la première fois en 1938 à Londres par C.L.R. James (1901-1989), un intellectuel noir originaire de Trinidad, alors colonie britannique des Antilles. C'est un livre incontournable pour comprendre la révolution anti-esclavagiste haïtienne (Saint-Domingue à l'époque), encore largement méconnue.**

WIKICOMMONS

Toussaint Louverture, à son arrivée à Brest, après son arrestation en juin 1802. Gravure de P.C. Baquoy.

La révolution victorieuse des esclaves noirs d'Haïti (1791-1804) est un apport essentiel à l'histoire de l'humanité, à l'instar de la Révolution française de 1789, de celle des ouvriers et paysans de l'empire russe des tsars en 1917 et de la guerre civile victorieuse contre la bourgeoisie qui suivit. Comme ces révolutions, celle des esclaves d'Haïti est une démonstration magistrale que les damnés de la terre, peuvent vaincre leurs oppresseurs.

Au cours de l'histoire de l'humanité, les esclaves, comme toutes les classes opprimées, n'ont cessé de se battre contre l'oppression. À l'époque de l'esclavage antique puis moderne, les révoltes et guerres d'esclaves pour leur liberté furent innombrables. La plus importante révolte d'esclaves de l'Antiquité, menée par Spartacus, fit même vaciller l'Empire romain et ne fut vaincue qu'après plusieurs victoires contre les légions romaines. Menée par des centaines de milliers d'esclaves noirs qui ne comptaient que sur leurs propres forces, la révolution haïtienne est la première révolution d'esclaves de l'histoire qui a triomphé.

DE L'ESCLAVAGE MODERNE À LA RÉVOLUTION

Les esclaves furent déportés, enchaînés par millions pendant deux siècles et demi. Ils subirent une violence inouïe, depuis leur capture sur les terres d'Afrique, dans les navires négriers ensuite, puis lors de la vente sur les marchés d'esclaves des Amériques, et pendant le travail harassant sur les terres des maîtres. Pour maintenir ces hommes dans la condition de cheptel humain, il fallait faire régner la terreur. Au point que les esclaves mouraient trop vite et que le besoin en main-d'œuvre servile était permanent et toujours plus important. La traite en fournissait toujours plus pour remplacer les disparus, particulièrement à Saint-Domingue.

Dans cette île, en 1789, on comptait 500 000 esclaves. Surnommée la « perle des Antilles », elle était la plus riche colonie de la France et rapportait des fortunes aux maîtres d'esclaves, mais encore plus à la bourgeoisie. Rapportant d'immenses profits, le commerce triangulaire fut l'une des sources de l'accumulation primitive du capital en Occident.

Il y eut de nombreuses révoltes d'esclaves à Saint-Domingue. Mais on peut dater le début de l'explosion révolutionnaire des esclaves du 14 août 1791, à partir d'une cérémonie magico-religieuse au lieu-dit Bois-Caïman, qui réunissait une foule d'esclaves d'habitations (plantations) sucrières et d'esclaves « marrons », ceux qui s'enfuyaient et se réfugiaient dans les montagnes où ils vivaient libres et armés. Cette cérémonie eut lieu sous la direction de Boukman, inspirateur de la révolte, qui fut tué au

combat plusieurs jours après. En langage moderne, elle fut le premier grand meeting d'appel au soulèvement.

La révolte s'étendit les 21 et 22 août 1791. C'est dans son prolongement, les semaines suivantes, qu'apparaissent pour la première fois les noms des futurs généraux noirs dont Biassou, Jean-François, et Toussaint Louverture, qui fut le principal dirigeant révolutionnaire de Saint-Domingue jusqu'à sa capture en juin 1802. La révolution et la guerre révolutionnaire qui prolongeront cette révolte dureront jusqu'à la guerre d'indépendance dirigée par Jean Jacques Dessalines, qui proclama l'indépendance le 1er janvier 1804.

Le 16 pluviôse an II (7 février 1794), l'esclavage était aboli par la Première République, près de cinq ans après le début de la révolution de 1789. Mais à Saint-Domingue, l'abolition officielle fut proclamée dès le 29 août 1793. Sonthonax, envoyé de la Convention, la décréta sous la pression des masses noires révoltées. Toussaint Louverture était à la tête d'une armée de 4 000 esclaves qui s'étaient libérés sans attendre.

LA GUERRE D'INDÉPENDANCE DE SAINT-DOMINGUE

Les anciens esclaves ont longtemps craint un retour à l'esclavage, même après l'indépendance. Bonaparte leur donna raison en envoyant en décembre 1801 une armée de 12 000 hommes pour rétablir l'esclavage. Il fit de même en Guadeloupe et en Guyane. La guerre fit rage. Mais, le 18 novembre 1803, l'armée des esclaves noirs remporta la victoire lors de la bataille décisive de Vertières. Des centaines de milliers d'hommes noirs analphabètes, à peine sortis de l'esclavage, mirent en échec l'armée la plus puissante au monde.

Chez les masses haïtiennes, cette révolution fut pleinement consciente. Elles purent en effet se forger une conscience révolutionnaire, une conscience de classe. Elles savaient ainsi qu'elles seules et les chefs qu'elles s'étaient donnés pouvaient aller jusqu'au terme du processus pour ne plus retourner en esclavage. Et elles savaient que pour cela il fallait détruire le système esclavagiste dans l'île, puis prendre le pouvoir elles-mêmes. Pour rien au monde les masses haïtiennes ne voulaient retourner en esclavage. L'indépendance ne fut que la forme prise par le nouveau pouvoir des esclaves libérés. L'histoire postérieure d'Haïti est une autre histoire.

C'est l'armée des esclaves créée par Toussaint qui, au cours des multiples péripéties de cette épopée, permit de pérenniser le rapport de force face à la classe des propriétaires blancs, celle des propriétaires mulâtres, et face à l'État français. C'est cette armée qui fut le parti révolutionnaire des esclaves, comme le livre le montre parfaitement. C'est cette leçon pour les esclaves de notre époque, le prolétariat moderne, que raconte avec brio l'ouvrage de C.L.R. James.

Les Jacobins noirs : Toussaint Louverture et la Révolution de Saint-Domingue est disponible aux Éditions Amsterdam, traduction de Pierre Naville (avec Nicolas Vieillescazes), préface de Laurent Dubois, 2017, 20 euros.

2 avril 2025

WIKICOMMONS

Bataille de la ravine aux Couleuvres, près des Gonaïves, à Saint-Domingue, contre les Français, le 23 février 1802, sous le commandement de Toussaint Louverture. Dessin de K. Girardet gravé par J.J. Outhwaite, 19e siècle.

Les autres publications de Lutte ouvrière

L'hebdomadaire

lutte ouvrière

Notre hebdomadaire défend un point de vue de classe sur toute l'actualité politique, économique, sociale, nationale et internationale. Nous y publions les articles de nos correspondants d'entreprise sur les luttes, les grèves et l'actualité sociale en général. Prix : 1,50 €.

Les exposés du

Cercle Léon Trotsky

Lutte ouvrière organise régulièrement à Paris des réunions du Cercle Léon Trotsky, au cours desquelles sont exposées ses positions sur de nombreuses questions politiques du passé et du présent. Ces exposés sont édités sous forme de brochures, dont la liste complète est disponible sur le site de Lutte ouvrière à l'adresse : www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT.

De Mayotte à la Nouvelle-Calédonie,
l'impérialisme français contre les peuples
n° 180, 15 mars 2025 –3€

Après le Brexit, où est la Grande-Bretagne
n° 179, 1er février 2025 –3 €

Le système de santé, malade de la financiarisation
n° 178, 23 novembre 2024 –3 €

L'Union européenne s'enfonce dans la crise : pour une Europe des travailleurs
n° 177, 2 mars 2024 –3 €

Chaos économique et marche à la guerre : un système capitaliste à renverser
n° 175, 27 janvier 2024 –3 €

Moyen-Orient : Israéliens et Palestiniens dans le piège sanglant créé par l'impérialisme
n° 174, 25 novembre 2023 –3 €

Et aussi
Le fascisme, des origines à l'instauration du régime
Le bras armé de la bourgeoisie contre la classe ouvrière
N° 176, Brochure de L'Internazionale (UCI –Italie) – août 2023 –3 €

Vient de paraître
Les ravages du capitalisme dans le monde du travail
Accidents, décès, maladies professionnelles
Édité par Lutte ouvrière –3 €

Toutes les brochures sont à commander sur la page : www.lutte-ouvriere.org/publications/commander

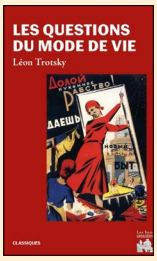
Organisation des travailleurs révolutionnaires (Haïti)
Les luttes de la classe ouvrière pour son indépendance politique
Édité par Lutte ouvrière
Prix 15 €

les bons caractères lbc

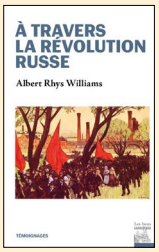
Les éditions Les bons caractères publient des romans historiques et sociaux, des témoignages et des ouvrages théoriques qui contribuent à la défense des idées progressistes, laïques, sociales, antiracistes et antixénophobes.
Catalogue et commandes sur le site lesbonscaracteres.com

Prochaines parutions

Les questions du mode de vie
Léon Trotsky
Collection Classiques



À travers la Révolution russe
Albert Rhys Williams
Collection Témoignages



Déjà parus

Les origines de l'internationalisme ouvrier
De la Ligue des communistes à la Première Internationale
Christian Gasquet
Collection Éclairage –8,20 €

Et notre drapeau est rouge
Oskar Hippe
Collection Témoignages- 22 €

PUBLICITÉ

Lisez la presse révolutionnaire internationale !

AFRIQUE

Mensuel trotskyste publié par l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes
Lutte ouvrière –PAT
BP 20029 –93501 Pantin Cedex
http://www.uatci.org

ALLEMAGNE

Das rote Tuch — Mensuel du Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an : Allemagne 11 €, autres pays 15 €
Correspondance :
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN — ALLEMAGNE
http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org

BELGIQUE

Lutte ouvrière — Arbeidersstrijd
Correspondance :
BP 54, rue de la Clef
7000 MONS — BELGIQUE
http://www.lutte-ouvriere.be et
http://www.arbeidersstrijd.be

ESPAGNE

Correspondance :
boletinvozobrera@yahoo.es
APARTADO DE CORREOS — 10210 — SEVILLA — ESPAGNE
http://www.vozobrera.org

ÉTATS-UNIS

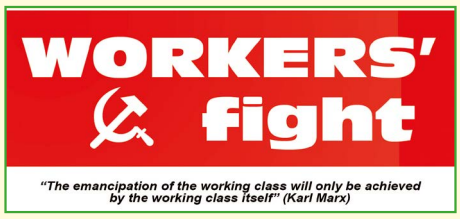
Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois : 13 $ — un an : 26 $
Autres pays, 6 mois : 19 $ — un an : 37 $
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203 — USA
http://www.the-spark.net

Revue trimestrielle publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros) : 16 $
Autres pays, un an (4 numéros) : 25 $
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203 — USA

FRANCE

Hebdomadaire trotskyste
Prix : 1,50 €
Abonnements : France — DOM TOM, six mois : 25 € ; un an : 50 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé : nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE — CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel
Abonnement : écrire à la boîte postale
http://www.w-fight.org
contact e-mail : *contact@w-fight.org*

Trimestriel publié par Workers'Fight
BM ICLC — LONDON WC1N 3XX — GRANDE-BRETAGNE
Abonnement 1 an :
GB £8 — Reste de l'Europe : £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE

Bimensuel trotskyste
Abonnement un an : Pli fermé : 30,50 € — Pli ouvert : 23 €
Guadeloupe :
Combat ouvrier — Philippe Anaïs
1111 Rés. Matéliane, l'Aiguille — 97128 GOYAVE
Martinique :
Combat Ouvrier –Louis Maugée
BP 821 — 97258 FORT-DE-FRANCE CEDEX
http://www.combat-ouvrier.com

HAÏTI

Mensuel révolutionnaire internationaliste publié par l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (UCI)
BP 2074 — PORT-AU-PRINCE — HAÏTI
e-mail : vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE

Mensuel du Cercle ouvrier communiste
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO — ITALIE
Abonnement 1 an : 12 €
http://www.linternazionale.it — contact
e-mail : l.internazionale@tin.it

TURQUIE

Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste
Correspondance :
BM ICLC — LONDON WC1N 3XX — GRANDE-BRETAGNE
http://www.sinifmucadelesi.net